



**PRÉFET DE LA
RÉGION
PAYS-DE-LA-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R52-2025-078

PUBLIÉ LE 30 OCTOBRE 2025

Sommaire

Agence régionale de Santé Pays de la Loire /

| | |
|---|---------|
| R52-2025-10-17-00010 - Décision d'habilitation n° ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/017/44 et 26-DR/2025 DRAJES du 17/10/2025 accordant l'habilitation Maison Sport Santé à l'association « Very Good Life » (4 pages) | Page 5 |
| R52-2025-10-27-00003 - Arrêté ARS-PDL-DG-2025-037 du 27/10/2025 habilitant M. David Pinson, à rechercher et à constater des infractions (2 pages) | Page 10 |
| R52-2025-09-15-00007 - Arrêté ARS-PDL-DT85-PARCOURS-2025-189 du 15/09/2025 portant sur la suspension d'activité du service d'urgence du CHD site de Montaigu (2 pages) | Page 13 |
| R52-2025-10-03-00003 - Arrêté ARS-PDL/DASM/DPPA/208-2025/49 en date du 03 octobre 2025 qui ANNULE ET REMPLACE l'arrêté ARS-PDL/DASM/DPPA/94-2025/49/2025/49 portant extension de 5 places de SSIAD pour personnes âgées de 60 ans et plus et de 5 places de SSIAD pour personnes en situation de handicap du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE géré par l'APF FRANCE HANDICAP (2 pages) | Page 16 |
| R52-2025-07-11-00001 - Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/146-2025/49 en date du 11 juillet 2025 portant autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places à l'EHPAD Anne de la Girouardière (4 pages) | Page 19 |
| R52-2025-10-20-00004 - Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/204-2025/49 en date du 20 octobre 2025 portant rectification d'une erreur matérielle d'une mission de centre de ressources territorial (CRT) pour personnes âgées à l'EHPAD résidence Les Ligériennes site « Art & Loire à ST GEORGES SUR LOIRE géré par les résidence Les Ligériennes à ST GEORGES SUR LOIRE (4 pages) | Page 24 |
| R52-2025-10-20-00003 - Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/207-2025/49 en date du 20 octobre 2025 portant autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places à l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU géré par l'ACAOAB à ANGERS (3 pages) | Page 29 |
| R52-2025-10-24-00001 - Arrêté ARS-PDL/DASM/PPH/2025/218/53 du 24 octobre 2025 portant extension de capacité et modification de l'autorisation du dispositif ITEP géré par l'association Félix Jean Marchais (FINESS EJ 53 000 025 6) (3 pages) | Page 33 |
| R52-2025-10-23-00005 - Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/78/2025 du 23 octobre 2025 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2030, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes âgées (11 pages) | Page 37 |

| | |
|--|----------|
| R52-2025-10-22-00001 - Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/82/2025 - CD 2025/DA/SRESMS/PH/087 du 22 octobre 2025 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2029, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes âgées (7 pages) | Page 49 |
| R52-2025-10-23-00004 - Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/86/2025 - 2025-PSF-MVA/SO2A N°55 du 23 octobre 2025 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2030, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code accueillant des personnes âgées (12 pages) | Page 57 |
| R52-2025-10-22-00002 - Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/92/2025 - CD 2025/DA/SRESMS/PH/053 du 22 octobre 2025 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2029, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes en situation de handicap (3 pages) | Page 70 |
| R52-2025-10-29-00001 - Arrêté ARS_PDL_DOS_AES_551_2025_PDL du 29 octobre 2025 portant modification de la composition de la Commission Régionale de Contrôle de la région Pays de la Loire (3 pages) | Page 74 |
| R52-2025-10-29-00002 - Arrêté ARS_PDL_DOS_AES_557_2025_72 du 29 octobre 2025 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Groupement de coopération sanitaire Centre de cancérologie de la Sarthe » (2 pages) | Page 78 |
| R52-2025-10-27-00001 - Arrêté portant modification de l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 portant renouvellement d'autorisations du 7 février 2019 - numéro ARS-PDL/DOS/AES/520/2025/PDL - du 27/10/2025 (2 pages) | Page 81 |
| R52-2025-10-27-00002 - Arrêté portant modification du bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins et équipements matériels lourds - numéro ARS-PDL/DOS/AES/534/2025/PDL - du 27/10/202 (27 pages) | Page 84 |
| R52-2025-10-17-00008 - Décision de rejet d'habilitation n° ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/018/44 et 27-DR/2025 DRAJES du 17/10/2025 refusant la demande d'habilitation Maison Sport Santé à l'association « Bien plus en corps ! » (4 pages) | Page 112 |

R52-2025-10-17-00011 - Décision d'habilitation n°
ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/015/72 et 28-DR/2025 DRAJES du 17/10/2025
accordant l'habilitation Maison Sport Santé à la SARL « L'atelier
105, la santé par le mouvement » (4 pages) Page 117

R52-2025-10-17-00009 - Décision d'habilitation n°
ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/016/44 et 25-DR/2025 DRAJES du 17/10/2025
accordant l'habilitation Maison Sport Santé à la Communauté de
communes Châteaubriant-Derval (4 pages) Page 122

**Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités /**

R52-2025-10-21-00003 - Arrêté 2025-DREETS-Pole T-DEETS 44-119
signé le 21 octobre 2025 portant affectation des agents de contrôle
dans les UC et gestion des intérimis DEETS 44 (5 pages) Page 127

R52-2025-10-29-00004 - Arrêté n°441 du 29 octobre 2025 relatif à la
composition de la liste des médiateurs appelés à être désignés
dans les conflits collectifs du travail survenant au plan régional,
départemental ou local (2 pages) Page 133

R52-2025-10-29-00003 - Arrêté n°442 du 29 octobre 2025 relatif à la
désignation des membres de la commission régionale de conciliation
en matière de conflits du travail de la région Pays de la Loire (3 pages) Page 136

Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire /

R52-2025-10-23-00003 - Arrête n° 434 du 23 octobre 2025 portant
nomination des membres de la commission consultative chargée de
donner un avis sur l'attribution des aides déconcentrées au
spectacle vivant collège musique (3 pages) Page 140

R52-2025-10-07-00013 - Décision N° 01 /DRAC/portant autorisation
d'exercer la profession d'architecture en France pour Madame
Ornella GHANEM signée le 07/10/2025 (1 page) Page 144

ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST /

R52-2025-10-24-00002 - Arrêté du 24/10/2025 portant organisation de la
préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest (4 pages) Page 146

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-17-00010

Décision d'habilitation n°

ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/017/44 et 26-DR/2025
DRAJES du 17/10/2025 accordant l'habilitation
Maison Sport Santé à l'association « Very Good
Life »

Décision d'habilitation

| Décision n°ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/017/44 Décision n° 26- DR / 2025 DRAJES Demande d'habilitation « Maison Sport-Santé » | |
|--|--|
| Demandeur | VERY GOOD LIFE |
| Nom du représentant légal | CATHERINE BLIN |
| Adresse | 8 AVENUE DES TOURTERELLES - 44100 NANTES |
| N° SIRET | 881 543 128 00022 |
| Nom de la Maison Sport-Santé | MAISON SPORT SANTE de NANTES NORD |
| Nom du gestionnaire de la structure | FREDERIC LE CREN |
| Lieu d'implantation de la structure | 105 Rue des Renards 44300 Nantes |
| Dates du début et de fin d'habilitation | du 20/10/2025 au 21/10/2030 |

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

**La rectrice de Région Académique Pays de la Loire, Rectrice de l'académie de Nantes,
Chancelière des universités**

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1172-1, L.1173-1, R.1173-1 à R.1173-12, et D. 1172-1 à D. 1172-5 ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 15 février 2023 nommant Monsieur Jérôme JUMEL directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU la décision n° ARS-PDL/DG/2023-007 du 28 août 2023 portant désignation de Madame Karen BURBAN-EVAIN en qualité de Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU l'arrêté n° ARS-PDL/DG/2023-032 du 26 octobre 2023 portant délégation de signature à Madame Karen BURBAN-EVAIN, Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;
- VU le décret n° 2012-16 du 15 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;
- VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2022 portant nomination de Mme Katia BÉGUIN en qualité de rectrice de la Région académique Pays de la Loire, rectrice de l'académie de Nantes, chancelière des universités ;

- VU l'arrêté n° 2023/SGAR/Rectorat/127 du préfet de région Pays de la Loire portant délégation de signature à Mme Katia BÉGUIN, rectrice de la région académique Pays de la Loire, de l'académie de Nantes, chancelier des universités et autorisant subdélégation ;
- VU l'arrêté du 17 janvier 2023 portant nomination de M. Alexandre MAGNANT en tant que délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports des Pays de la Loire à compter du 1er février 2023 ;
- VU l'arrêté rectoral n° SG/2024/22 du 4 novembre 2024 portant modification de l'arrêté rectoral n°SG 2024/016 portant organisation de l'administration du rectorat de l'académie de Nantes et attribution de fonctions pour l'année scolaire 2024/2025
- VU l'article 2 du décret n° 2023-170 du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé ;
- VU l'arrêté du 25 avril 2023 portant cahier des charges des maisons sport-santé et contenu du dossier de demande d'habilitation et de renouvellement d'habilitation ;

DÉCIDENT

Article 1

La demande présentée par l'association « VERY GOOD LIFE », sise 8 avenue des tourterelles - 44100 NANTES, représentée par sa représentante légale, Madame Catherine BLIN, visant à obtenir une habilitation « Maison Sport-Santé » est accordée.

Article 2

L'habilitation est donnée pour une période de **5 ans**.

Article 3

Le titulaire de l'habilitation est tenu de déclarer au directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et au délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire tout projet de modification des éléments au vu desquels l'habilitation a été accordée.

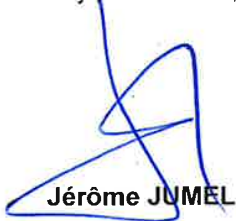
Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et le délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La décision est notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs et sur les sites internet de l'agence régionale de santé et des services déconcentrés du ministère chargé des sports.

Fait à NANTES, le **17 OCT. 2025**

Le directeur général
de l'agence régionale de santé
Pays de la Loire,



Jérôme JUMEL

Pour la Rectrice de région académique
Pays de la Loire,
et par délégation,
Le Délégué régional académique à la Jeunesse,
à l'Engagement et aux Sports Pays de la Loire



Alexandre MAGNANT

15 OCT 2025

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-27-00003

Arrêté ARS-PDL-DG-2025-037 du 27/10/2025
habilitant M. David Pinson, à rechercher et à
constater des infractions

ARRETE n° ARS-PDL-DG-2025- 037 du 27/10/2025

**Habilitant Monsieur David PINSON, technicien sanitaire et de sécurité sanitaire,
à rechercher et à constater des infractions dans le cadre des missions relevant de
son champ de compétence**

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

Vu le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 1312-1, L. 1312-2, L. 1324-1, L. 1337-1, L. 1337-1-1, L. 1421-1 à L. 1421-6, L. 1427-1, R.1312-1 à R. 1312-8 et R. 1337-10-2 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2007-75 du 22 janvier 2007 relatif à l'habilitation des agents de l'Etat et des collectivités territoriales chargés de constater les infractions en matière de contrôle sanitaire et modifiant le code de la santé publique ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2013-176 du 27 février 2013 portant statut particulier du corps des techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Jérôme JUMEL en qualité de Directeur général de l'ARS Pays de la Loire ;

Considérant que par un arrêté ministériel n° MSO000102426011 du 05/05/2025, Monsieur David PINSON est pris en charge par voie de détachement, à compter du 01/05/2025, dans le corps des Techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire à l'Agence régionale de santé Pays de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1

Monsieur David PINSON, Technicien sanitaire et de sécurité sanitaire à l'agence régionale de santé Pays de la Loire, est habilité dans le cadre de ses compétences à rechercher et constater, dans le cadre des limites territoriales de la région des Pays de la Loire :

- les infractions aux prescriptions des articles du Code de la santé publique :
 - première partie, livre III - Protection de la santé et environnement ou des règlements pris pour leur application (articles L. 1312-1 et R. 1312-1) ;
 - contrôle sanitaire aux frontières (article L. 3116-3) ;
 - lutte contre le tabagisme (L. 3515-1 et R. 3515-1),
- les infractions aux prescriptions des articles du Code de la construction et de l'habitation en matière d'insalubrité : livre V, titre 1er.

ARTICLE 2

Monsieur David PINSON prêterait serment dans les conditions fixées par l'article R. 1312-5 du Code de la santé publique.

Mention de cette assermentation sera portée sur la carte professionnelle de l'agent.

ARTICLE 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé ou de sa publication pour les tiers.

Le tribunal administratif peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via le site internet « Télérecours citoyen » accessible à l'adresse suivante www.telerecours.fr

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 27 octobre 2025

Le directeur général

Jérôme JUMEL



Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-09-15-00007

Arrêté ARS-PDL-DT85-PARCOURS-2025-189 du
15/09/2025 portant sur la suspension d'activité
du service d'urgence du CHD site de Montaigu

ARRETE n° ARS-PDL/DT85/PARCOURS/2025/189

**Portant sur la suspension d'activité du service
d'urgence du centre Hospitalier Départemental
site de Montaigu**

Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6122-1, R. 6122-25, R. 6123-1 à R. 6123-32-11 et D. 6124-1 à D. 6124-26-10 ;

Vu le décret n°2023-1374 du 29 décembre 2023 relatif aux conditions d'implantation de l'activité de médecine d'urgence et notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté ARS/PDL/DG/2023/27 du 26 octobre 2023 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire 2023-2028 ;

Vu l'arrêté ARS/PDL/DOSA/AES/2024/44 du 9 février 2024 portant modification de l'arrêté ARS-PDL/DG/2023-026 du 23 octobre 2023 fixant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu l'arrêté ARS-PDL/DOSA/AES/06/2024/44 du 9 février 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds pour 2024-2025 ;

Vu les derniers envois de la Directrice du **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** informant l'Agence régionale de santé Pays de la Loire des difficultés rencontrées pour assurer une continuité de l'activité de la structure des urgences de l'établissement, ainsi que des modalités d'accueil et de prise en charge des patients nécessitant des soins de médecine d'urgence mises en place par l'établissement dans le cadre d'une suspension temporaire de l'activité de cette structure ;

Considérant l'impossibilité pour le Directeur **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** d'assurer la continuité de l'activité de la structure des urgences d'urgences du site situé **54, rue St Jacques 85602 Montaigu pour la période du lundi 15 septembre 23h au vendredi 9 janvier 2026 8h30 les nuits de 23h à 8h30 les lundi, mardi, jeudi** au regard des ressources médicales disponibles, malgré la mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles pour réorganiser le service des médecins de l'établissement titulaires des qualifications prévues à l'article D. 6124-1 du code de la santé publique ;

Considérant que le besoin d'accès aux soins de médecine d'urgence de la population est couvert par ailleurs.

Considérant l'organisation par le **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** de modalités d'accueil et de prise en charge des patients nécessitant des soins de médecine d'urgence, assurée en lien avec le site de LA ROCHE SUR YON (CHD et Clinique ST CHARLES) le CH de CHOLET et le CHU de NANTES autorisés à exercer l'activité de soins de médecine d'urgence selon la modalité de prise en charge des patients dans une structure des urgences

17 boulevard Gaston Doumergue - CS 56233
44262 NANTES cedex 2
www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr



Agir pour la santé de tous

QUALITÉ · USAGERS · INNOVATION · PRÉVENTION

Considérant qu'il y a lieu, au vu de ces circonstances, d'assurer une permanence de l'accueil et de la prise en charge des patients nécessitant des soins de médecine d'urgence en autorisant le **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** à suspendre l'activité de sa structure des urgences pour une durée n'excédant pas douze heures consécutives par jour,

ARRETE

Article 1^{er} : Le **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** est autorisé à suspendre l'activité de sa structure pour une durée inférieure à 12 heures consécutives, **pour la période du lundi 15 septembre 23h au vendredi 9 janvier 2026 8h30 de 23h à 8h30 les lundi, mardi, jeudi**

Cette autorisation prendra fin, le cas échéant :

- dès l'intervention d'une décision prise sur une demande de l'établissement de faire fonctionner une antenne de médecine d'urgence présentée lors de la première fenêtre de dépôt de demandes d'autorisation pour l'activité de soins de médecine d'urgence ;
- le lendemain de la fermeture de la première fenêtre de dépôt de demandes d'autorisation pour l'activité de soins de médecine d'urgence, si l'établissement n'a pas présenté la demande susmentionnée.

Article 2 : Cette suspension fera l'objet d'une information à la population par **Le Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU**, par la voie d'un communiqué de presse.

Article 3 : Le **Centre Hospitalier Départemental site de MONTAIGU** se chargera d'informer l'ensemble des acteurs concernés par cette suspension et notamment le service d'aide médicale urgente, les structures des urgences, les médecins généralistes, le service départemental d'incendie et de secours, les transporteurs sanitaires et le conseil de l'ordre des médecins du territoire de santé concerné.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication à l'égard des tiers, de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le **15 SEP. 2025**

Le Directeur général de l'agence régionale
de santé des Pays de la Loire

Jérôme JUMEL

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-03-00003

Arrêté ARS-PDL/DASM/DPPA/208-2025/49 en
date du 03 octobre 2025 qui ANNULE ET
REMPLECE l'arrêté
ARS-PDL/DASM/DPPA/94-2025/49/2025/49
portant extension de 5 places de SSIAD pour
personnes âgées de 60 ans et plus et de 5 places
de SSIAD pour personnes en situation de
handicap du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE
géré par l'APF FRANCE HANDICAP

Direction de l'Autonomie et de la Santé Mentale
Département Parcours des Personnes Agées

ARS-PDL/DASM/DPPA/208-2025/49
ANNULE ET REMPLACE l'arrêté
ARS-PDL/DASM/DPPA/94-2025/49/2025/49

portant extension de 5 places de SSIAD pour personnes âgées de 60 ans et plus et de 5 places de SSIAD pour personnes en situation de handicap du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE géré par l'APF FRANCE HANDICAP

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE DES PAYS DE LA LOIRE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L313-1-1, L313-2, D313-2, R313-7-1, R313-8 et R313-8-1 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L1431-1 et L1431-2 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le Projet Régional de Santé 2023-2028 ;

VU l'instruction n° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux pour les personnes âgées et les services infirmiers à domicile ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DASM/PPH/12-2025/44 portant modification du Service de Soins Infirmiers à Domicile « Entre Loir & Mayenne » sis à Tiercé et géré par APF France Handicap (N° FINESS : 75 071 923 9)

VU la demande d'extension non importante de places de soins infirmiers du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE géré par l'APF FRANCE HANDICAP ;

CONSIDERANT que le projet d'extension porte sur une capacité inférieure à 30% de la dernière capacité autorisée par appel à projet ou lors du renouvellement de l'autorisation du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE, conformément aux dispositions de l'article D313-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

CONSIDERANT les besoins de places de SSIAD pour personnes âgées de 60 ans et plus sur le secteur desservi par le SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE géré par l'APF FRANCE HANDICAP ;

CONSIDERANT la disponibilité des crédits sur l'enveloppe médico-sociale ;

A R R E T E

Article 1 : Une autorisation d'extension non importante est accordée au SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE géré par l'APF FRANCE HANDICAP pour une capacité supplémentaire de 5 places pour personnes âgées de 60 ans à compter du 01/09/2025 et de 5 places pour personnes en situation de handicap à compter du 01/10/2025.

La capacité totale du service est ainsi portée à :

- 110 places pour personnes âgées de 60 ans et plus en Maine-et-Loire (FINESS principal : 490540218) ;
- 16 places pour personnes en situation de handicap en Loire-Atlantique (FINESS secondaire : 440062230) ;

Article 2 : L'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux est accordée pour la capacité mentionnée à l'article 1^{er}.

Article 3 : La zone d'intervention du SSIAD ENTRE LOIR ET MAYENNE pour la prise en charge des personnes âgées de 60 ans et plus et pour les personnes en situation de handicap demeure inchangée.

Article 4 : Les caractéristiques du SSIAD sont répertoriées dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) comme suit :

| | | |
|---|---------------------------------|------------------------------|
| N° d'indentification FINESS de l'entité juridique | 750719239 | |
| N° d'indentification FINESS de l'entité établissement | Site principale 490540218 | Site secondaire 440062230 |
| Code catégorie | 354 | |
| Code discipline d'équipement | 358 Soins infirmiers à domicile | |
| Code mode de fonctionnement | 16 | |
| Code catégorie de clientèle | 700 | 414 |
| Capacité | 110 | 16 |

Article 5 : Toute modification essentielle dans l'activité, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service devra être portée à la connaissance de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 6 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication au recueil des actes administratifs, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : La Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale (DASM) et le représentant de l'organisme gestionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le **03 OCT. 2025**

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de
Santé et par délégation, la responsable du
Département Parcours des Personnes Agées


Julie PENA

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-07-11-00001

Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/146-2025/49 en date
du 11 juillet 2025 portant autorisation d'un Pôle
d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12
places à l'EHPAD Anne de la Girouardière

Direction de l'Autonomie et de la Santé Mentale
Département Parcours des Personnes Agées

DGA Développement social et solidarité
Service Accompagnement des Établissements

ARS – PDL/DASM/PPA/146-2025/49

portant autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places à l'EHPAD ANNE DE LA GIROUARDIERE géré par l'ASSOCIATION ANNE DE LA GIROUARDIERE.

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE PAYS DE LA LOIRE
LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE**

- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L1431-1, L1431-2 et L1432-2 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Jérôme JUMEL en qualité de Directeur général de l'ARS des Pays de la Loire, à compter du 27 février 2023 ;
- VU** l'arrêté n° 2021_10_AR du 5 octobre 2021 donnant délégation de fonction et délégation de signature à Monsieur Jean-François RAIMBAULT, Troisième Vice-président du Conseil départemental de Maine-et-Loire en charge du bien vieillir ;
- VU** l'arrêté N°ARS-PDL/DG/2024-028 du 4 juillet 2024 portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, Directrice de l'Autonomie et de la santé mentale de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire ;
- VU** le Projet Régional de santé 2023-2028 des Pays de la Loire adopté par arrêté en date du 26 octobre 2023 ;
- VU** le Plan Maladies Neuro-Dégénératives (PMND) 2014-2019 ;
- VU** la feuille de route maladies neurodégénératives 2021-2022 ;
- VU** la demande d'autorisation de création d'un PASA déposée par l'EHPAD ANNE DE LA GIROUARDIERE en 2024 ;

CONSIDERANT que le dossier déposé a répondu à l'ensemble des critères d'éligibilité définis par l'ARS Pays de la Loire ;

CONSIDERANT la disponibilité des crédits dans le cadre d'une opération de redéploiement de l'offre médico-sociale en faveur de la création d'un PASA au sein de l'EHPAD ANNE DE LA GIROUARDIERE géré par l'ASSOCIATION ANNE DE LA GIROUARDIERE ;

SUR proposition de la Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale de l'Agence Régionale de Santé ;

SUR proposition du Directeur Général des services du Département de Maine-et-Loire ;

A R R E T E

Article 1 : L'autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places est accordée à l'EHPAD ANNE DE LA GIROUARDIERE géré par l'ASSOCIATION ANNE DE LA GIROUARDIERE.

Article 2 : Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

| | |
|-----------------------------------|---|
| Numéro de FINESS juridique | 490000882 |
| Dénomination | ASSOCIATION ANNE DE LA GIROUARDIERE |
| Adresse siège social | 8 RUE DE LA GIROUARDIERE – BP 24 – 49150 BAUGE EN ANJOU |
| Statut juridique | 60 |
| Numéro SIREN | 775609712 |

| | |
|--------------------------------------|---|
| N° FINESS entité géographique | 490000874 |
| Dénomination | EHPAD ANNE DE LA GIROUARDIERE |
| Adresse | 5 RUE DE LA GIROUARDIERE – 49150 BAUGE EN ANJOU |
| code catégorie établissement | 500 |
| Numéro SIRET | 77560971200010 |
| mode fixation des tarifs | 45 |

Hébergement permanent personnes âgées dépendantes

| | |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 924 |
| code mode de fonctionnement | 11 |
| code clientèle | 711 |
| capacité autorisée | 60 places |

Hébergement permanent Alzheimer ou maladies apparentées

| | |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 924 |
| code mode de fonctionnement | 11 |
| code clientèle | 436 |
| capacité autorisée | 30 places |

Pôle d'Activités et de Soins Adaptés

| | |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 961 |
| code mode de fonctionnement | 21 |
| code clientèle | 436 |
| capacité autorisée | 12 places |

Article 3 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : La Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale, le Directeur Général des Services du Département de Maine-et-Loire, et le représentant légal de l'organisme gestionnaire de l'établissement concerné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire ainsi que sur le site Internet du Département (www.maine-et-Loire.fr).

Fait à Nantes, le **11 JUIL. 2025**

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé des Pays de la
Loire et par délégation



La Responsable du Département
Parcours des Personnes Agées, Julie
PEÑA

Pour la Présidente du Conseil
départemental de Maine-et-Loire et
par délégation
Le Vice-Président



Jean-François RAIMBAULT

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-20-00004

Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/204-2025/49 en date
du 20 octobre 2025 portant rectification d'une
erreur matérielle d'une mission de centre de
ressources territorial (CRT) pour personnes âgées
à l'EHPAD résidence Les Ligériennes site « Art &
Loire à ST GEORGES SUR LOIRE géré par les
résidence Les Ligériennes à ST GEORGES SUR
LOIRE

ARRETE N° ARS-PDL/DPPA/DASM/204-2025/49

portant rectification d'une erreur matérielle sur l'arrêté d'autorisation
d'une mission de centre de ressources territorial (CRT) pour personnes âgées
à l'EHPAD « Résidences Les Ligériennes » site Art & Loire à ST GEORGES SUR LOIRE
géré par Les Résidences Ligériennes à ST GEORGES SUR LOIRE

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
DES PAYS DE LA LOIRE**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE

- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la santé publique ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** le décret 2022-731 du 27 avril 2022 relatif à la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées et au temps minimum de présence du médecin coordonnateur en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
- VU** le décret du 15 février 2023 nommant M. Jérôme JUMEL, Directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU** l'arrêté n° 2021_10_AR_1194 du 5 octobre 2021 donnant délégation de fonction et délégation de signature à Monsieur Jean-François RAIMBAULT, Troisième Vice-président du Conseil départemental de Maine-et-Loire en charge du bien vieillir ;
- VU** l'arrêté N°ARS-PDL/DG/2025-030 du 21 mai 2025 portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, Directrice de l'autonomie et de la santé mentale de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire ;
- VU** l'arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/121-2024/49 du 17 octobre 2024 portant regroupement de la capacité autorisée de l'EHPAD de SAVENNIERES vers l'EHPAD de SAINT GEORGES SUR LOIRE gérés par "Les Résidences Ligériennes" et portant transfert de l'autorisation du Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de l'EHPAD de LA POSSONNIERE vers l'EHPAD de SAINT GEORGES SUR LOIRE gérés par "Les Résidences Ligériennes" ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/164-2025/49 du 02 septembre 2025 portant autorisation d'une mission de centre de ressources territorial (CRT) pour personnes âgées à l'EHPAD résidences Les Ligériennes site de Landeronde à LA POSSONNIERE géré par Les Résidences Ligériennes à ST GEORGES SUR LOIRE ;

CONSIDERANT le résultat positif en réponse à l'appel à candidature 2024 portant sur le déploiement de la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées en Maine-et-Loire ;

CONSIDERANT le courrier de notification de l'ARS en date du 1er juillet 2025 ;

SUR proposition de la Directrice de l'autonomie et de la santé mentale de l'agence régionale de santé ;

SUR proposition du Directeur Général des services du Département de Maine-et-Loire ;

A R R E T E N T

Article 1 – la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées est accordée au gestionnaire de l'EHPAD Résidences Les Ligériennes site « Art & Loire » comme mentionné à l'article 2 du présent arrêté à compter du 1^{er} septembre 2025.

Article 2 - Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

N° FINESS juridique **490002334**
Dénomination EHPAD Résidences Les Ligériennes
Adresse 3 rue Adrien Meslier - 49170 ST GEORGES SUR LOIRE
code statut 22
Numéro SIREN 264900259

N° FINESS géographique **490536182**
Dénomination EHPAD Résidences Les Ligériennes – Art & Loire
Adresse 3 rue Adrien Meslier – 49170 ST GEORGES SUR LOIRE
Numéro SIRET 26490025900062
Code catégorie établissement 500
Mode fixation des tarifs 41

| Clientèle | HP PAD | HP ALZ | HT PAD | AJ | PASA | CRT PA | CRT Aidants / Aidés |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----|------|-----------|---------------------------|
| codes | | | | | | | |
| code discipline d'équipement | 924 | 924 | 657 | 657 | 961 | 412 | 412 |
| code mode de fonctionnement | 11 | 11 | 11 | 21 | 21 | 48 | 48 |
| code clientèle | 711 | 436 | 711 | 436 | 436 | 700 | 040 |
| capacité autorisée | 126 | 15 | 6 | 6 | 14 | | |

N° FINESS géographique **490002300**
Dénomination EHPAD Résidences Les Ligériennes - Landeronde
Adresse 21 rue Maurice Marcot - 49170 LA POSSONNIÈRE
Numéro SIRET 26490025900047
code catégorie établissement 500
mode fixation des tarifs 41

| | Clientèle | HP PAD |
|------------------------------|-----------|-----------|
| codes | | |
| code discipline d'équipement | | 924 |
| code mode de fonctionnement | | 11 |
| code clientèle | | 711 |
| capacité autorisée | | 47 |

N° FINESS géographique

Dénomination

Adresse

Numéro SIRET

code catégorie établissement

mode fixation des tarifs

490002243

EHPAD Résidences Les Ligériennes – Le Havre Ligérien

La grande Bogatterie - 1 rue de Mailly

Montjean-sur-Loire – 49570 MAUGES SUR LOIRE

26490025900070

500

41

| | Clientèle | HP PAD | HP ALZ |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| codes | | | |
| code discipline d'équipement | | 924 | 924 |
| code mode de fonctionnement | | 11 | 11 |
| code clientèle | | 711 | 436 |
| capacité autorisée | | 50 | 10 |

N° FINESS géographique

Dénomination

Adresse

Numéro SIRET

code catégorie établissement

mode fixation des tarifs

490002110

EHPAD Résidences Les Ligériennes – Les Hauts du Château

2 rue du Tire Jarrets - 49123 CHAMPTOCE SUR LOIRE

26490025900088

500

41

| | Clientèle | HP PAD | HP ALZ |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| codes | | | |
| code discipline d'équipement | | 924 | 924 |
| code mode de fonctionnement | | 11 | 11 |
| code clientèle | | 711 | 436 |
| capacité autorisée | | 63 | 12 |

Article 3 : la zone d'intervention de la mission de centre de ressources territorial pour personnes âgées couvrira les communes suivantes :

- **Orée d'Anjou** : Champtoceaux, Bouzillé, Drain, Landemont, Liré, Saint-Christophe-la-Couperie, Saint-Laurent-des-Autels, Saint-Sauveur-de-Landemont, La Varenne ;
- **Montrevault-sur-Èvre** : Montrevault, La Boissière-sur-Èvre, Chaudron-en-Mauges, La Chaussaire, Le Fief-Sauvin, Le Filet, Le Puiset-Doré, Saint-Pierre-Montlimart, Saint-Quentin-en-Mauges, Saint-Rémy-en-Mauges, La Sallé-et-Chapelle-Aubry ;
- **Beaupréau-en-Mauges** : Beaupréau, Andrezé, La Chapelle-du-Genêt, Gesté, Jallais, La Jubaudière, Le Pin-en-Mauges, La Poitevineière, Saint-Philbert-en-Mauges, Villedieu-la-Blouère ;

- **Mauges-sur-Loire** La Pommeraye, Beausse, Botz-en-Mauges, Bourgneuf-en-Mauges, La Chapelle-Saint-Florent, Le Marillais, Le Mesnil-en-Vallée, Montjean-sur-Loire, Saint-Florent-le-Vieil, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-Laurent-du-Mottay ;
- Ingrandes Le Fresnes-sur-Loire, Chalennes-sur-Loire, Rochefort-sur-Loire, Chaudfonds-sur-Layon, Denée, St Aubin-de-Luigné, Saint-Lambert-du-Lattay, Savennières, Saint-Georges-sur-Loire, Béhuard, Champtocé-sur-Loire, Saint-Germain-des-Prés, La Possonnière.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : La Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale, le Directeur Général des Services du Département de Maine-et-Loire, et le représentant légal de l'organisme gestionnaire de l'établissement concerné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire ainsi que sur le site Internet du Département (www.maine-et-Loire.fr).

Fait, le **20 OCT. 2025**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale
de santé des Pays de la Loire
et par délégation,

Pour la Présidente du Conseil départemental
et par délégation,
Le Vice-président en charge du bien vieillir

Jean-François RAIMBAULT

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-20-00003

Arrêté ARS-PDL/DASM/PPA/207-2025/49 en date
du 20 octobre 2025 portant autorisation d'un
Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12
places à l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU
géré par l'ACAOAB à ANGERS

Arrêté ARS-PDL/DASM/DPPA/ 207-2025/49

portant autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places
à l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU
géré par l'Association Catholique Angevine des Œuvres d'Assistance et de Bienfaisance à ANGERS

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
DES PAYS DE LA LOIRE**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAINE ET LOIRE

- VU le code de la santé publique ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'action sociale et des familles ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Jérôme JUMEL en qualité de Directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU l'arrêté N°ARS-PDL/DG/2025-030 du 25 mai 2025 portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS, Directrice de l'autonomie et de la santé mentale de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire ;
- VU L'arrêté n°2021_10_AR_1194 du 5 octobre 2021 donnant délégation de fonction et délégation de signature à Monsieur Jean-François RAIMBAULT, Troisième Vice-président du Conseil départemental de Maine-et-Loire en charge du bien vieillir ;
- VU l'arrêté n°ARS-PDL/DAS/DASM-PA/REN 94 -2016/49 du 31 décembre 2016 portant renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU géré par l'Association Catholique Angevine des Œuvres d'Assistance et de Bienfaisance à ANGERS ;
- VU le Plan Maladies Neuro-Dégénératives (PMND) 2014-2019 ;
- VU la feuille de route maladies neurodégénératives 2021-2022 ;
- VU l'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ARS des Pays de la Loire le 6 juin 2024 portant sur la création de 12 nouveaux Pôles d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places en Région Pays de la Loire ;
- VU le dossier déposé par le gestionnaire de l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU dans le cadre de l'appel à candidatures ;
- VU le courrier de notification de l'ARS en date du 22 novembre 2024 ;

CONSIDERANT que le dossier déposé a répondu à l'ensemble des critères d'éligibilité définis par le cahier des charges de l'appel à candidature ;

SUR proposition de la Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale de l'Agence Régionale de Santé ;

SUR proposition du Directeur Général des services départementaux ;

ARRETEMENT

Article 1 : L'autorisation d'un Pôle d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) de 12 places est accordée à l'EHPAD Sevret à CHEMILLÉ EN ANJOU.

Article 2 : Les caractéristiques de l'établissement sont répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) comme suit :

| | |
|-----------------------------------|---|
| Numéro de FINESS juridique | 490001484 |
| Dénomination | Association Catholique Angevine des Œuvres d'Assistance et de Bienfaisance (ACAOAB) |
| Adresse siège social | 5 rue du haut Pressoir - 49010 ANGERS Cedex 1 |
| Statut juridique | 61 |
| Numéro SIREN | 820692622 |

| | |
|--------------------------------------|--|
| N° FINESS entité géographique | 490002854 |
| Dénomination | EHPAD Sevret |
| Adresse | 3 rue Sevret – Saint-Georges-des-Gardes 49120 CHEMILLÉ EN ANJOU |
| code catégorie établissement | 500 |
| Numéro SIRET | 82069262200013 |
| mode fixation des tarifs | 45 |

Hébergement permanent personnes âgées dépendantes

| | |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 924 |
| code mode de fonctionnement | 11 |
| code clientèle | 711 |
| capacité autorisée | 66 places |

Pôle d'Activités et de Soins Adaptés

| | |
|------------------------------|-----------|
| code discipline d'équipement | 961 |
| code mode de fonctionnement | 21 |
| code clientèle | 436 |
| capacité autorisée | 12 places |

Article 3 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance des autorités administratives compétentes selon l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : La Directrice de l'Autonomie et de la Santé Mentale, le Directeur Général des Services du Département de Maine-et-Loire et le représentant légal de l'organisme gestionnaire de l'établissement concerné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire ainsi que sur le site Internet du Département (www.maine-et-Loire.fr).

Fait le **20 OCT. 2025**

Pour le Directeur général
de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,



Pour La Présidente et par délégation
Le Vice-Président en charge du bien vieillir



Jean-François Raimbault

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-24-00001

Arrêté ARS-PDL/DASM/PPH/2025/218/53 du 24 octobre 2025 portant extension de capacité et modification de l'autorisation du dispositif ITEP géré par l'association Félix Jean Marchais (FINESS EJ 53 000 025 6)

ARRETE N° ARS-PDL/DASM/PPH/2025/218/53

Portant extension de capacité et modification de l'autorisation du dispositif ITEP géré par l'association Félix Jean Marchais (FINESS EJ 53 000 025 6)

Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le Projet Régional de santé 2023-2028 adopté par arrêté en date du 26 octobre 2023 ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire ;

Vu la décision n° ARS-PDL/DG/2024-009 du 25 juin 2024 portant désignation de Madame Elodie PERIBOIS en qualité de Directrice de l'autonomie et de la Santé Mentale ;

Vu l'arrêté N° ARS-PDL/DG/2024-028 portant délégation de signature à Madame Elodie PERIBOIS en qualité de Directrice de l'autonomie et de la Santé Mentale ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé entre l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, et l'association Félix Jean Marchais ainsi que son avenant en date du 15 avril 2022 en portant prolongation ;

Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/PPH/2021/56/53 en date du 23 décembre 2021, portant extension de capacité et modification des autorisations de l'association Félix Jean Marchais ;

Vu la circulaire N° DGCS/3B/DSS/1A/CNSA/DFO/2023/176 du 7 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issu de la Conférence nationale du handicap 2023 ;

CONSIDERANT que cette évolution est conforme à la nouvelle nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques » ;

CONSIDERANT que cette extension n'entraîne pas de dépassement du seuil mentionné au I de l'article L.313-1- du code de l'action sociale et des familles, à partir duquel les projets d'extension d'établissements ou de services sociaux et médico-sociaux doivent être soumis à la commission d'information et de sélection d'appel à projets médico-social ;

CONSIDERANT que cette demande est compatible avec le montant de la dotation régionale limitative notifié par la CNSA à l'ARS Pays de la Loire ;

SUR PROPOSITION de la directrice de l'autonomie et de la santé mentale de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} septembre 2025, l'extension de la capacité du site secondaire de La Perrière est accordée à hauteur de 9 « places », destinées à l'accompagnement très précoce en milieu ordinaire d'enfants présentant des troubles psychologiques entraînant des comportements pouvant altérer leur socialisation et leur scolarisation.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques du service seront répertoriées dans le Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux (F.I.N.E.S.S.) de la façon suivante :

| Association Félix-Jean MARCHAIS | | | | | | |
|-----------------------------------|--|----------------------|----------------------|---|----------------------|----------------------|
| N° FINESS JURIDIQUE | 53 000 025 6 | | | | | |
| N° FINESS ETABLISSEMENT PRINCIPAL | 53 000 021 5 | | | | | |
| N° FINESS ETABLISSEMENT | DITEP Pro - Andouillé Site principal : 53 000 021 5 | | | DITEP La Perrière - Laval Site secondaire : 53 000 265 8 | | |
| Code catégorie | 186 - DITEP | | | | | |
| Code clientèle | 200 – Troubles du comportement | | | | | |
| Code discipline d'équipement | 842 – préparation à la vie professionnelle | | | 841 - Scolarisation | | |
| Mode de fonctionnement | 16 - PMO | 21 – Accueil de jour | 22 – Accueil de nuit | 16 - PMO | 21 – Accueil de jour | 22 – Accueil de nuit |
| Capacités | 24 | 12 | 15 | 30 | 3 | 13 |

La répartition des capacités susmentionnées est indicative et pourra être adaptée aux besoins identifiés par l'organisme gestionnaire sur le territoire, elle est exprimée en place mais le gestionnaire est autorisé à fonctionner en file active, sans dépasser le nombre de places indiqué sur l'accueil de nuit.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article 89 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et en lien avec la démarche « Une réponse accompagnée pour tous », il pourra être demandé au service de déroger à son autorisation afin de répondre aux situations jugées prioritaires, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global.

ARTICLE 4 : Toute modification essentielle dans l'activité, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service devra être portée à la connaissance de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne modifie pas le calendrier des évaluations fixé par l'ARS Pays de la Loire.

ARTICLE 6 : L'autorisation deviendra caduque si elle n'a pas obtenu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans.

ARTICLE 7 : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou de sa publication, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

ARTICLE 8 : La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire et le Directeur Général de l'association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 24 octobre 2025

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and vertical strokes, positioned above the printed name and title.

Fabienne DEFFRENNES
Adjointe au Responsable du département
« Parcours des Personnes
en situation de Handicap »
Direction de l'Autonomie et de la Santé Mentale

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-23-00005

Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/78/2025 du 23 octobre 2025 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2030, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes âgées

- ARRETE -

N° ARS-PDL/DOS/QPE/78/2025

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2030, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes âgées

Le Président du conseil départemental de la Loire Atlantique

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
Pays de la Loire**

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8 et D. 312-204 ;
- Vu** le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

- ARRETEMENT -

Article 1^{er}

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/QPE/338/2022 du 06 décembre 2022 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027.

Article 2

La programmation pluriannuelle prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission aux autorités en charge de leur autorisation des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au d) de l'article L. 313-3 du même code est annexée au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des services et établissements sociaux et médico-sociaux, la programmation prévue à l'article 2 porte sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030.

Cette programmation peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire et sur le portail Open Data du Département de Loire-Atlantique (data.loire-atlantique.fr/pages/arretes/).

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 6

Le directeur général des services du Département de Loire-Atlantique et le directeur de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le **23 OCT. 2025**

Pour le Président du conseil départemental
La Directrice autonomie



Sophie SCHMITT

Pour le Directeur général de
l'Agence Régionale de Santé
Pays de la Loire



Elodie PERIBOIS
Directrice

Direction de l'Autonomie et
de la Santé Mentale

Relative à la programmation du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030 de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux autorisés conjointement par le président du conseil départemental et le directeur général de l'agence régionale de santé

La date inscrite correspond au 1^{er} jour du trimestre de transmission du rapport aux autorités de tutelles et de contrôle

| FINSS Etablissement juridique | Raison Sociale établissement juridique | FINSS géographique | Raison sociale | Catégorie d'établissement | Commune | Date de transmission des rapports |
|-------------------------------------|--|-----------------------|--|------------------------------|-------------------------------|---|
| 590035762 | ACIS-FRANCE | 440001196 | EHPAD LE PRIEURE | EHPAD | Pontchâteau | 01/07/2029 |
| 440031169 | ADMIR ADES | 440048969 | ACCUEIL DE JOUR LE MAILLON DES AGES | Ctre.de Jour P.A. | Maisdon-sur-Sèvre | 01/07/2026 |
| 440001683 | AEAPA | 440002863 | EHPAD SAINT ANDRE | EHPAD | Saint-Hilaire-de- Chaléons | 01/10/2028 |
| 440001774 | AEPA | 440002954 | EHPAD LES RIVES DE L'ERDRE | EHPAD | Nantes | 01/10/2025 |
| 440001543 | AIEPA | 440002681 | EHPAD DU SOLEIL | EHPAD | La Bernerie-en-Retz | 01/10/2025 |
| 440018638 | AIMR | 440003887 | EHPAD LE GUE FLORENT | EHPAD | Orvault | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440002764 | EHPAD LA ROSE DES VENTS | EHPAD | Sainte-Luce-sur-Loire | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440002665 | EHPAD LES BIGOURETTES | EHPAD | Saint-Herblain | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440002327 | EHPAD LES LYS | EHPAD | Carquefou | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440007458 | EHPAD LA SANGLERIE | EHPAD | Les Sorinières | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440022671 | EHPAD LES HAUTS DE ST AIGNAN | EHPAD | Nantes | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440007441 | EHPAD LA TOUR DU PE | EHPAD | Saint-Jean-de- Boiseau | 01/10/2028 |
| 440018638 | AIMR | 440002780 | EHPAD LES SAVARIERES | EHPAD | Saint-Sébastien-sur- Loire | 01/10/2028 |
| 440042562 | AL'FA REPIT | 440042570 | ACCUEIL DE JOUR AL'FA REPIT | Ctre.de Jour P.A. | Saint-Gildas-des-Bois | 01/07/2027 |
| 440005726 | ASS ACCUEIL DE LA COTE DE JADE | 440026318 | EHPAD L'ACCUEIL DE LA COTE DE JADE | EHPAD | La Plaine-sur-Mer | 01/07/2026 |
| 440006005 | ASS ACCUEIL GOUJAINAIS PERSONNES AGEES | 440030484 | EHPAD MOULIN SOLINE | EHPAD | Basse-Goulaine | 01/10/2029 |
| 440003127 | ASS BON VIEUX TEMPS GORGES | 440024628 | EHPAD LE BON VIEUX TEMPS | EHPAD | Gorges | 01/01/2025 |
| 440001766 | ASS MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH | 440002947 | EHPAD SAINT JOSEPH | EHPAD | Nantes | 01/07/2025 |
| 440001766 | ASS MAISON DE | 440027092 | EHPAD LE BOIS HERCE | EHPAD | Nantes | 01/07/2025 |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



| | | | | | | |
|-----------|--------------------------------------|-----------|-------------------------------|-------|------------------------|------------|
| 440003556 | ASSOCIATION DU PERE LAURENT | 440024651 | EHPAD LE PERE LAURENT | EHPAD | Herbignac | 01/01/2029 |
| 440002335 | ASSOCIATION DU PLOREAU | 440003622 | EHPAD LE PLOREAU | EHPAD | La Chapelle-sur-Erdre | 01/10/2029 |
| 440048429 | ASSOCIATION EHPAD LES GLENANS | 440017747 | EHPAD LES GLENANS | EHPAD | Haute-Goulaine | 01/04/2026 |
| 440001840 | ASSOCIATION FLEURS DES CHAMPS | 440003051 | EHPAD FLEURS DES CHAMPS | EHPAD | La Planché | 01/04/2029 |
| 440001402 | ASSOCIATION FOYER DES ANCIENS | 440002053 | EHPAD LA GRANGE | EHPAD | Couéron | 01/10/2025 |
| 440003085 | ASSOCIATION FOYER ST MARTIN | 440024610 | EHPAD ST MARTIN | EHPAD | La Chevrolière | 01/10/2025 |
| 440001808 | ASSOCIATION HOSPITALIERE DU PELLERIN | 440003002 | EHPAD SIMON RINGEARD | EHPAD | Le Pellerin | 01/10/2025 |
| 440001303 | ASSOCIATION HOSPITALIERE ST MARTIN | 440028595 | EHPAD SAINT MARTIN | EHPAD | Campbon | 01/01/2029 |
| 440001741 | ASSOCIATION HOSPITALIERE ST MARTIN | 440002921 | EHPAD LA CHATAIGNERAIE | EHPAD | Pontchâteau | 01/01/2026 |
| 560014649 | ASSOCIATION KERELYS | 440047447 | EHPAD AOLYS | EHPAD | Saint-André-des-Eaux | 01/07/2028 |
| 440002228 | ASSOCIATION LA PROVIDENCE | 440003440 | EHPAD LA PROVIDENCE | EHPAD | Rouans | 01/04/2027 |
| 440002970 | ASSOCIATION L'AUTOMNE | 440013290 | EHPAD LA CHALANDIERE | EHPAD | La Chapelle-des-Marais | 01/10/2025 |
| 440002970 | ASSOCIATION L'AUTOMNE | 440024594 | EHPAD L'AUTOMNE | EHPAD | Montoir-de-Bretagne | 01/10/2025 |
| 440002970 | ASSOCIATION L'AUTOMNE | 440028694 | EHPAD LA COTE D'AMOUR | EHPAD | Pornichet | 01/10/2025 |
| 440002970 | ASSOCIATION L'AUTOMNE | 440003234 | EHPAD LE TRAIT | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2025 |
| 440002970 | ASSOCIATION L'AUTOMNE | 440003465 | EHPAD LES TILLEULS | EHPAD | Savenay | 01/10/2025 |
| 440003325 | ASSOCIATION LE BON PASTEUR | 440009462 | EHPAD DU BON PASTEUR | EHPAD | Nantes | 01/10/2026 |
| 440001881 | ASSOCIATION LE CHENE DE LA CORMIERE | 440003119 | EHPAD LE CHENE DE LA CORMIERE | EHPAD | Guenrouet | 01/07/2029 |
| 440050904 | ASSOCIATION LES MAHAUDIERS | 440002913 | EHPAD MAUPERTHUIS | EHPAD | Rezé | 01/10/2027 |
| 440050904 | ASSOCIATION LES MAHAUDIERS | 440026847 | EHPAD ALEXANDRE PLANCHER | EHPAD | Rezé | 01/10/2027 |
| 440002608 | ASSOCIATION LES TROIS CLOCHERS | 440007318 | EHPAD LES TROIS CLOCHERS | EHPAD | Gétingné | 01/07/2029 |

| | | | | | | |
|-----------|--------------------------------------|-----------|-------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
| 440001535 | ASSOCIATION LOGIS DE LA PTE FORET | 440002657 | EHPAD LE LOGIS PETITE FORET | EHPAD | Bouvron | 01/04/2025 |
| 440006302 | ASSOCIATION MAEPA | 440033215 | EHPAD CAMILLE CLAUDEL | EHPAD | Trignac | 01/01/2025 |
| 440001451 | ASSOCIATION MAISON MON REPOS | 440002103 | EHPAD MON REPOS | EHPAD | Aigrefeuille-sur-Maine | 01/10/2028 |
| 440044535 | ASSOCIATION MICHELLE GUILLAUME | 440044543 | EHPAD MICHELLE GUILLAUME | EHPAD | Saint-Gildas-des-Bois | 01/10/2029 |
| 440002012 | ASSOCIATION NOTRE DAME DU DON | 440003416 | EHPAD NOTRE DAME DU DON | EHPAD | Moisdon-la-Rivière | 01/04/2027 |
| 440002616 | ASSOCIATION RES LE VERGER | 440007466 | EHPAD LE VERGER | EHPAD | Mauves-sur-Loire | 01/10/2029 |
| 440006310 | ASSOCIATION RESIDENCE DU DON | 440033413 | EHPAD DU DON | EHPAD | Issé | 01/10/2028 |
| 440003952 | ASSOCIATION RESIDENCE DU PRIEURE | 440012086 | EHPAD LE PRIEURE | EHPAD | Cordemais | 01/07/2027 |
| 440003341 | ASSOCIATION RESIDENCE ESPERANCE | 440009512 | EHPAD ESPERANCE | EHPAD | Nantes | 01/04/2029 |
| 440001568 | ASSOCIATION RESIDENCE LA SUZAIE | 440002723 | EHPAD LA SUZAIE | EHPAD | Trans-sur-Erdre | 01/10/2026 |
| 440001444 | ASSOCIATION RESIDENCE ST JOSEPH | 440002095 | EHPAD ST JOSEPH | EHPAD | Chaumes-en-Retz | 01/04/2025 |
| 440044600 | ASSOCIATION RETZ ACCUEIL | 440044618 | ACCUEIL DE JOUR RETZ' ACCUEIL | Ctre.de Jour P.A. | Machecoul-Saint-Même | 01/10/2027 |
| 440044477 | ASSOCIATION ST GABRIEL - LA HILLIERE | 440044485 | EHPAD MAISON SAINT GABRIEL | EHPAD | Thouaré-sur-Loire | 01/10/2029 |
| 440002426 | ASSOCIATION ST JOSEPH LA HAUTIERE | 440003648 | EHPAD LA HAUTIERE | EHPAD | Sucé-sur-Erdre | 01/10/2028 |
| 440001782 | ASSOCIATION ST PIERRE | 440002988 | EHPAD SAINT-PIERRE | EHPAD | Ligné | 01/10/2028 |
| 440045599 | ASSOCIATION STE FAMILLE DE GRILLAUD | 440045607 | EHPAD STE FAMILLE DE GRILLAUD | EHPAD | Nantes | 01/04/2026 |
| 440001667 | ASSOCIATION THEOPHILE BRETONNIERE | 440002848 | EHPAD THEOPHILE BRETONNIERE | EHPAD | Saint-Julien-de-Concelles | 01/07/2026 |
| 440001592 | ASSOCIATION VICTOR ECOMARD | 440002756 | EHPAD VICTOR ECOMARD | EHPAD | Sainte-Pazanne | 01/01/2025 |
| 750034589 | BTP RESIDENCES MEDICO-SOCIALES | 440028850 | EHPAD LA CROIX DU GUE | EHPAD | Bouguenais | 01/01/2029 |
| 440030914 | CCAS DE CLISSON | 440030922 | EHPAD JACQUES BERTRAND | EHPAD | Clisson | 01/04/2025 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440013357 | EHPAD DE FONTENY | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440046134 | EHPAD LA HAUTE MITRIE | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440013316 | EHPAD L'HIRONDELLE DE SEVRE | EHPAD | Nantes | 01/10/2028 |



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



| | | | | | | |
|-----------|-----------------------------------|-----------|--|-------------------|---------------------|-------------------|
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440023190 | EHPAD LA MADELEINE | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440028900 | EHPAD RENOIR | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440007276 | EHPAD LE CHAMBELLAN | EHPAD | Nantes | 01/10/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440046880 | ACCUEIL DE JOUR DES RECOLLETS | Ctre.de Jour P.A. | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018406 | CCAS DE NANTES | 440047678 | ACCUEIL DE JOUR DE LA HAUTE MITRIE | Ctre.de Jour P.A. | Nantes | 01/07/2028 |
| 440018430 | CCAS DE ST HERBLAIN | 440046563 | ACCUEIL DE JOUR LES NOELLES | Ctre.de Jour P.A. | Saint-Herblain | 01/04/2027 |
| 440018521 | CCAS DE ST JOACHIM | 440009371 | EHPAD ELSA TRIOLET | EHPAD | Saint-Joachim | 01/01/2029 |
| 440033223 | CCAS LE POULIGUEN | 440033231 | EHPAD ANDREE ROCHEFORT | EHPAD | Le Pouliguen | 01/01/2026 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440047462 | EHPAD LES BORDS DE SEVRE | EHPAD | Rezé | 01/07/2028 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440003606 | EHPAD DU BOCAGE | EHPAD | Joué-sur-Erdre | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440003432 | EHPAD LA GRANDE PROVIDENCE | EHPAD | Nantes | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440049062 | EHPAD LES JARDINS DE LA CHENAIE | EHPAD | Nantes | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 44002699 | EHPAD SAINT GILDAS | EHPAD | Pornic | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440002897 | EHPAD LA HOUSSAIS | EHPAD | Rezé | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440028934 | EHPAD VAL DE BRUTZ | EHPAD | Rougé | 01/07/2025 |
| 440047454 | CEMAVIE | 440002749 | EHPAD BON ACCUEIL | EHPAD | Touvois | 01/07/2025 |
| 440042141 | CENTRE HOSPITALIER SEVRE ET LOIRE | 440021244 | EHPAD LES JARDINS DE BOTTEREL | EHPAD | Le Loroux-Bottereau | 01/10/2027 |
| 440042141 | CENTRE HOSPITALIER SEVRE ET LOIRE | 440021228 | EHPAD HOPITAL SEVRE ET LOIRE | EHPAD | Vertou | 01/10/2027 |
| 440000347 | CH BEL AIR | 440047561 | EHPAD BEL AIR | EHPAD | Corcoué-sur-Logne | 01/07/2028 |
| 440000313 | CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE | 440021327 | EHPAD CH NOZAY | EHPAD | Nozay | 01/01/2029 |
| 440000313 | CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE | 440018133 | EHPAD CH CHATEAUBRIANT - BERE | EHPAD | Châteaubriant | 01/01/2029 |
| 440000313 | CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE | 440021388 | EHPAD CH CHATEAUBRIANT - MAPA | EHPAD | Châteaubriant | 01/01/2029 |
| 440000313 | CH CHATEAUBRIANT NOZAY POUANCE | 440047629 | EHPAD CH CHATEAUBRIANT - PARC LA LANDE | EHPAD | Châteaubriant | 01/01/2029 |
| 440000859 | CH DE SAVENAY | 440021111 | EHPAD ANNE DE BRETAGNE | EHPAD | Savenay | 01/07/2026 |
| 440053643 | CH ERDRE ET LOIRE | 440021277 | EHPAD LES COROLLES | EHPAD | Ancenis | 01/01/2026 |
| 440053643 | CH ERDRE ET LOIRE | 440002640 | EHPAD LE DAUPHIN | EHPAD | Loireauxence | 01/01/2026 |

| | | | | | | |
|------------|--------------------------------------|-----------|--|-------|-----------------------|------------|
| 440003643 | CH ERDRE ET LOIRE | 440003664 | EHPAD DU HAVRE | EHPAD | Oudon | 01/01/2026 |
| 8500009010 | CH LOIRE VENDEE OCEAN | 440021210 | EHPAD CH LOIRE VENDEE OCEAN | EHPAD | Machecoul-Saint-Même | 01/07/2026 |
| 4400000057 | CH SAINT NAZAIRE | 440047637 | EHPAD HEINLEX CH ST NAZAIRE | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/07/2028 |
| 440000289 | CHU DE NANTES | 440047595 | EHPAD LA SEILLERAYE | EHPAD | Carquefou | 01/07/2028 |
| 440000289 | CHU DE NANTES | 440060465 | EHPAD BEAUJOUR | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |
| 440001642 | CIAPA | 440002822 | EHPAD DE LA BRIERE | EHPAD | Saint-Lyphard | 01/07/2025 |
| 440001915 | EHPAD ISAC DE ROHAN | 440053601 | EHPAD ISAC DE ROHAN - VERT PRE | EHPAD | Blain | 01/04/2027 |
| 440001915 | EHPAD ISAC DE ROHAN | 440003184 | EHPAD ISAC DE ROHAN - BLEU OCEAN | EHPAD | Blain | 01/10/2027 |
| 440042356 | EHPAD MER ET PINS | 440023810 | EHPAD MER ET PINS | EHPAD | Saint-Brevin-les-Pins | 01/01/2025 |
| 440001949 | EHPAD RESIDENCE LE BOIS FLEURI | 440003218 | EHPAD LE BOIS FLEURI | EHPAD | Nort-sur-Erdre | 01/07/2025 |
| 440003192 | EHPAD RESIDENCE LE CLOS FLEURI | 440028827 | EHPAD LE CLOS FLEURI | EHPAD | Donges | 01/10/2027 |
| 440000669 | EHPAD RESIDENCE VALLEE DU DON | 440000354 | EHPAD DE LA VALLEE DU DON | EHPAD | Guéméné-Penfao | 01/07/2026 |
| 490003670 | EMERA RESIDENCE SENIORS LAC DE MAINE | 440040616 | EHPAD OCEANE | EHPAD | Nantes | 01/07/2027 |
| 750721300 | FONDATION DE L'ARMEE DU SALUT | 440024735 | EHPAD MAISON DE RETRAITE PROTESTANTE | EHPAD | Nantes | 01/10/2025 |
| 920028560 | FONDATION PARTAGE ET VIE | 440021145 | EHPAD HEOL | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2029 |
| 920028560 | FONDATION PARTAGE ET VIE | 440021160 | EHPAD GALATHEA | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2029 |
| 440028538 | HIC DE LA PRESQU'ILE | 440021186 | EHPAD HIC DE LA PRESQU'ILE | EHPAD | Guérande | 01/04/2027 |
| 440028538 | HIC DE LA PRESQU'ILE | 440021350 | EHPAD HIC DE LA PRESQU'ILE- LE CROISIC | EHPAD | Le Croisic | 01/04/2027 |
| 440041531 | HIC DU PAYS DE RETZ | 440021129 | EHPAD PAIMBOEUF | EHPAD | Paimboeuf | 01/10/2026 |
| 440041531 | HIC DU PAYS DE RETZ | 440032407 | EHPAD PORNIC | EHPAD | Pornic | 01/10/2026 |
| 440041531 | HIC DU PAYS DE RETZ | 440041333 | EHPAD LES HORTENSIAS | EHPAD | Saint-Père-en-Retz | 01/10/2026 |
| 440041531 | HIC DU PAYS DE RETZ | 440021301 | EHPAD LA BAIE | EHPAD | Villeneuve-en-Retz | 01/10/2026 |
| 440003267 | HOPITAL PIERRE DELAROCHE | 440047579 | EHPAD HOPITAL PIERRE DELAROCHE | EHPAD | Clisson | 01/07/2028 |
| 440035079 | HORIZON DES ANS | 440024701 | EHPAD LOUIS CUBAYNES | EHPAD | Piriac-sur-Mer | 01/10/2025 |
| 440034320 | LE PARC DE DIANE | 440034338 | EHPAD LE PARC DE DIANE | EHPAD | Nantes | 01/01/2029 |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



| | | | | | | |
|-----------|---------------------------------|-----------|--------------------------------|-------|-------------------------------|------------|
| 750812844 | LE REFUGE DES CHEMINOTS | 440003069 | EHPAD BON REPOS | EHPAD | La Montagne | 01/07/2029 |
| 750812844 | LE REFUGE DES CHEMINOTS | 440009421 | EHPAD LE VAL DE L'ÈVE | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/07/2029 |
| 250018686 | LES BEGONIAS | 440025948 | EHPAD KORIAN JARDIN ATLANTIQUE | EHPAD | Le Pouliguen | 01/01/2029 |
| 440003010 | MAISON DES AGES ET DES CULTURES | 440003077 | EHPAD KER MARIA | EHPAD | La Limouzinière | 01/10/2025 |
| 440003010 | MAISON DES AGES ET DES CULTURES | 440024602 | EHPAD ST JOSEPH | EHPAD | Legé | 01/10/2025 |
| 440001311 | MAISON ST CHARLES | 440028868 | EHPAD ST CHARLES | EHPAD | Missillac | 01/07/2026 |
| 440003333 | PETITES SOEURS DES PAUVRES | 440009488 | EHPAD MA MAISON | EHPAD | Nantes | 01/01/2029 |
| 490020468 | POLE LIGERIEN LES MONCELLIERES | 440002087 | EHPAD LES RIVES DE L'AUXENCE | EHPAD | Loireauxence | 01/10/2028 |
| 440041689 | RESIDENCE CREISKER | 440041739 | EHPAD CREISKER | EHPAD | Pornichet | 01/04/2029 |
| 440000370 | RESIDENCE DE LA ROCHEFOUCAULD | 440021293 | EHPAD LA ROCHEFOUCAULD | EHPAD | Plessé | 01/10/2025 |
| 440001618 | RESIDENCE DE L'ILE VERTE | 440002798 | EHPAD L'ILE VERTE | EHPAD | Saint-Philibert-de-Grand-Lieu | 01/07/2029 |
| 440001410 | RESIDENCE LA JONCIERE | 440002061 | EHPAD LA JONCIERE | EHPAD | Boussay | 01/10/2029 |
| 440001865 | RESIDENCE LE CLOS DU MOULIN | 440003093 | EHPAD LE CLOS DU MOULIN | EHPAD | Divatte-sur-Loire | 01/07/2029 |
| 440042166 | RESIDENCE LE PORT | 440042174 | EHPAD LE PORT | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2025 |
| 440001691 | RESIDENCE LES 3 MOULINS | 440002871 | EHPAD LES 3 MOULINS | EHPAD | Riallé | 01/01/2029 |
| 440005932 | RESIDENCE QUIETUS SA | 440029866 | EHPAD QUIETUS | EHPAD | La Baule-Escoublac | 01/10/2029 |
| 440001790 | RESIDENCE RETRAITE ST JOSEPH | 440002996 | EHPAD ST JOSEPH | EHPAD | Les Touches | 01/10/2027 |
| 440001576 | RESIDENCE SAINTE FAMILLE | 440002731 | EHPAD LA SAINTE FAMILLE | EHPAD | Teillé | 01/10/2026 |
| 440001931 | RESIDENCE VAL DEMILIE EHPAD | 440003200 | EHPAD LE VAL D'EMILIE | EHPAD | Derval | 01/07/2026 |
| 440041853 | SA LA CERISAIE NANTES | 440041861 | EHPAD LA CERISAIE | EHPAD | Nantes | 01/07/2027 |
| 920030152 | SA ORPEA - SIEGE SOCIAL | 440044659 | EHPAD LE CLOS DES MURIERS | EHPAD | Batz-sur-Mer | 01/07/2028 |
| 920030152 | SA ORPEA - SIEGE SOCIAL | 440047744 | EHPAD LES ECRIVAINS | EHPAD | Guérande | 01/07/2028 |
| 920030152 | SA ORPEA - SIEGE SOCIAL | 440047694 | EHPAD ILE DE NANTES | EHPAD | Nantes | 01/07/2028 |

| | | | | | | |
|-----------|------------------------------------|-----------|-----------------------------|---------------------|---------------------------|-------------------|
| 920030152 | SA ORPEA - SIEGE SOCIAL | 440047546 | EHPAD LE CLOS DE L'ÎLE MACÉ | EHPAD | Rezé | 01/07/2028 |
| 920030152 | SA ORPEA - SIEGE SOCIAL | 440042851 | EHPAD LE CLOS ST SEBASTIEN | EHPAD | Saint-Sébastien-sur-Loire | 01/07/2028 |
| 440005783 | SARL LA CHEZALIERE | 440027118 | EHPAD LA CHEZALIERE | EHPAD | Nantes | 01/04/2029 |
| 330050899 | SAS COLISEE PATRIMOINE GROUP | 440046936 | EHPAD LES ORMES | EHPAD | Pornic | 01/01/2025 |
| 440056778 | SAS LA LANDE SAINT-MARTIN | 440022960 | EHPAD LA LANDE ST MARTIN | EHPAD | Haute-Goulaine | 01/01/2025 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 440041200 | EHPAD KORIAN LES CORALLINES | EHPAD | La Baulle-Escoublac | 01/07/2029 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 440042612 | EHPAD KORIAN BOIS ROBILLARD | EHPAD | Nantes | 01/07/2029 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 440009439 | EHPAD KORIAN LE RANZAY | EHPAD | Nantes | 01/07/2029 |
| 440001832 | SOCIETE DE BIENFAISANCE DU CELLIER | 440003044 | EHPAD MONTCLAIR | EHPAD | Le Cellier | 01/10/2028 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440009447 | EHPAD REPOS DE PROCE | EHPAD | Nantes | 01/10/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440023208 | RESIDENCE LE CONDORCET | EHPA perc crédit AM | Nantes | 01/10/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440002673 | EHPAD LES PAMPRES DORES | EHPAD | Vallet | 01/04/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440003549 | EHPAD HAMEAU SAINT-JOSEPH | EHPAD | Fay-de-Bretagne | 01/10/2026 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440044337 | EHPAD LA FORET D'ESCOUBLAC | EHPAD | La Baulle-Escoublac | 01/01/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440030583 | EHPAD ANNE DE BRETAGNE | EHPAD | Nantes | 01/10/2028 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440032639 | EHPAD JEAN MACE | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2028 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440050201 | ACCUEIL DE JOUR PLAISANCE | Ctre de Jour P.A. | Bouaye | 01/01/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440002079 | EHPAD BEAULIEU | EHPAD | Bouguenais | 01/10/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440003135 | EHPAD SAINT-LOUIS | EHPAD | Geneston | 01/10/2025 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440052793 | EHPAD BEL AIR | EHPAD | La Chapelle-sur-Erdre | 01/10/2029 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440022861 | EHPAD NOTRE DAME DE CHARITE | EHPAD | Nantes | 01/04/2030 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440044717 | EHPAD L'ENCHANTERIE | EHPAD | Nantes | 01/10/2025 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440044592 | EHPAD NOTRE DAME DU CHENE | EHPAD | Nantes | 01/04/2026 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440047470 | EHPAD LE PARC DE L'AMANDE | EHPAD | Nantes | 01/04/2026 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440028553 | EHPAD RICHEBOURG | EHPAD | Nantes | 01/01/2028 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440047611 | EHPAD EMILE GIBIER | EHPAD | Orvault | 01/04/2026 |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



| | | | | | | |
|-----------|-----------------------|-----------|----------------------|-------|---------------------------|------------|
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440051589 | EHPAD SUZANNE FLON | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/01/2030 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440052694 | EHPAD LOUISE MICHEL | EHPAD | Saint-Nazaire | 01/10/2025 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440029544 | EHPAD LE MUGUET | EHPAD | Saint-Sébastien-sur-Loire | 01/04/2030 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440048817 | EHPAD L'AIR DU TEMPS | EHPAD | Sautron | 01/01/2026 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440049302 | EHPAD LEONTINE VIE | EHPAD | Thouaré-sur-Loire | 01/01/2026 |
| 440061901 | VYV3 PAYS DE LA LOIRE | 440002715 | EHPAD BEL AIR | EHPAD | Vertou | 01/01/2030 |

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-22-00001

Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/82/2025 - CD
2025/DA/SRESMS/PH/087 du 22 octobre 2025
portant programmation des évaluations de la
qualité des établissements et services sociaux et
médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3
du code de l'action sociale et des familles pour
les années 2025 à 2029, conformément aux
articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code,
accueillant des personnes âgées

- ARRETE -

**N° ARS-PDL/DOS/QPE/82/2025
CD 2025/DA/SRESMS/PA/087**

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2029, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes âgées

Le Président du Conseil départemental de la Mayenne

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
Pays de la Loire**

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8 et D. 312-204 ;
- Vu** le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

- ARRETEMENT -

Article 1^{er}

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/QPE/331/2022 du 06 décembre 2022 portant programmation des évaluations de la qualité de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027.

Article 2

La programmation pluriannuelle prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission aux autorités en charge de leur autorisation des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au d) de l'article L. 313-3 du même code est annexée au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des services et établissements sociaux et médico-sociaux, la programmation prévue à l'article 2 porte sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029.

Cette programmation peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire.

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.


Article 6

Le Président du Conseil départemental et le directeur de l'offre de soins de l'agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 22 octobre 2025

Pour le Président du Conseil départemental de la
Mayenne et par délégation
La Cheffe de service relations avec les établissements
et services médico-sociaux


Laëtitia MAUNY

/Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

Sébastien RIPOCHE
Directeur Adjoint
Direction de l'Autonomie et
de la Santé Mentale

Relative à la programmation du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux sociaux autorisés conjointement par le Président du Conseil départemental et le Directeur général de l'agence régionale de santé

La date inscrite correspond au 1^{er} jour du trimestre de transmission du rapport aux autorités de tutelles et de contrôle

| FINESS Etablissement juridique | Raison Sociale établissement juridique | FINESS géographique | Raison sociale | Catégorie d'établissement | Commune | Date de transmission des rapports |
|--------------------------------|--|---------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------------------|
| 530000462 | EHPAD LE BEL ACCUEIL | 530002344 | EHPAD LE BEL ACCUEIL | EHPAD | Fougerolles-du-Plessis | 01/01/2025 |
| 530000470 | EHPAD RESIDENCE SAINT LAURENT | 530002351 | EHPAD SAINT LAURENT | EHPAD | Gorron | 01/01/2025 |
| 530000496 | EHPAD LA PERELLE | 530002377 | EHPAD LA PERELLE | EHPAD | Landivy | 01/01/2025 |
| 530000561 | EHPAD L'AVERSALE | 530002443 | EHPAD L'AVERSALE | EHPAD | Le Pas | 01/01/2025 |
| 530000074 | CH DU NORD MAYENNE | 530031376 | EHPAD PAUL LINTIER | EHPAD | Mayenne | 01/01/2025 |
| 530000074 | CH DU NORD MAYENNE | 530033067 | EHPAD CARPE DIEM | EHPAD | Mayenne | 01/01/2025 |
| 530000074 | CH DU NORD MAYENNE | 530033547 | EHPAD EAU VIVE | EHPAD | Mayenne | 01/01/2025 |
| 350043915 | ASSOCIATION ANNE BOIVENT | 530029172 | EHPAD DE PONTMAIN | EHPAD | Pontmain | 01/04/2025 |
| 530000447 | EHPAD LE VOLLIER | 530002328 | EHPAD LE VOLLIER | EHPAD | Bouère | 01/07/2025 |
| 530000272 | EHPAD LA PROVIDENCE | 530000397 | EHPAD LA PROVIDENCE | EHPAD | Meslay-du-Maine | 01/07/2025 |
| 530007129 | ASSOCIATION MARIALE D'ENTRAIDE | 530029180 | EHPAD SAINT FRAIMBAULT | EHPAD | Lassay-les-Châteaux | 01/10/2025 |

| | | | | | | |
|-----------|----------------------------------|-----------|---------------------------------|-------|-----------------------------|------------|
| 530007129 | ASSOCIATION MARIALE D'ENTRAIDE | 530033075 | EHPAD RESIDENCE ST GABRIEL | EHPAD | Saint-Aignan-sur-Roë | 01/10/2025 |
| 750056368 | ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT | 530005883 | EHPAD LA PROVIDENCE | EHPAD | Mayenne | 01/10/2025 |
| 750056368 | ASSOCIATION MONSIEUR VINCENT | 530002609 | EHPAD ST GEORGES DE LISLE | EHPAD | Saint-Fraimbault-de-Prières | 01/10/2025 |
| 530008168 | POLE MEDICO-SOCIAL BAIS/HAMBERS | 530002294 | EHPAD LE ROCHARD | EHPAD | Bais | 01/01/2026 |
| 530000504 | RESIDENCE DES TILLEULS | 530002385 | EHPAD LES TILLEULS | EHPAD | Lassay-les-Châteaux | 01/01/2026 |
| 350043915 | ASSOCIATION ANNE BOIVENT | 530029297 | EHPAD LA RESIDENCE PAUL LAIZE | EHPAD | Port-Brillet | 01/01/2026 |
| 530000595 | EHPAD RESIDENCE BELLEVUE | 530002476 | EHPAD BELLEVUE | EHPAD | Saint-Denis-de-Gastines | 01/01/2026 |
| 530002591 | CH JULES DOITTEAU | 530031350 | EHPAD LES COULEURS DE LA VIE | EHPAD | Villaines-la-Juhel | 01/04/2026 |
| 530000330 | ASSOCIATION PIERRE GUICHENEY | 530002229 | EHPAD PIERRE GUICHENEY | EHPAD | Le Bourgneuf-la-Forêt | 01/07/2026 |
| 530000348 | EHPAD MARIN BOUILLE | 530002260 | EHPAD MARIN BOUILLE | EHPAD | Alexain | 01/10/2026 |
| 530000512 | EHPAD DE MARTIGNE | 530002393 | EHPAD DE MARTIGNE | EHPAD | Martigné-sur-Mayenne | 01/10/2026 |
| 530031202 | CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE | 530002518 | EHPAD MARIE FANNEAU DE LA HORIE | EHPAD | Javron-les-Chapelles | 01/10/2026 |
| 530000058 | CH D'ERNEE | 530032754 | EHPAD CH ERNEE | EHPAD | Ernée | 01/01/2027 |
| 530000058 | EHPAD LES GLYCINES | 530002419 | EHPAD LES GLYCINES | EHPAD | Montenay | 01/01/2027 |
| 530000405 | EHPAD LES ORMEAUX | 530002286 | EHPAD LES ORMEAUX | EHPAD | La Baconnière | 01/01/2027 |

| | | | | | | |
|-----------|-----------------------------|-----------|-------------------------------------|-------|-------------------------|------------|
| 530007202 | CH DU SUD OUEST MAYENNAIS | 530032762 | EHPAD CH SUD OUEST MAYENNAIS | EHPAD | Craon | 01/04/2027 |
| 530007202 | CH DU SUD OUEST MAYENNAIS | 530032739 | EHPAD CH SUD OUEST MAYENNAIS | EHPAD | Renazé | 01/04/2027 |
| 530000793 | CA EHPAD EUROLAT | 530029347 | EHPAD EUROLAT | EHPAD | Saint-Berthevin | 01/07/2027 |
| 530000371 | CH DE LAVAL | 530003128 | EHPAD LES CHARMILLES | EHPAD | Changé | 01/07/2027 |
| 530000371 | CH DE LAVAL | 530028968 | EHPAD LE VERGER DE JEANNE | EHPAD | Laval | 01/07/2027 |
| 530000371 | CH DE LAVAL | 530030139 | EHPAD LE FAUBOURG ST VENERAND | EHPAD | Laval | 01/07/2027 |
| 530000371 | CH DE LAVAL | 530033240 | EHPAD LA MAISON DU ROCHER | EHPAD | Laval | 01/07/2027 |
| 530000363 | EHPAD LA VARENNE | 530002278 | EHPAD LA VARENNE | EHPAD | Ambrières-les-Vallées | 01/10/2027 |
| 530000439 | EHPAD LA CHARMILLE | 530002310 | EHPAD LA CHARMILLE | EHPAD | Chantrigné | 01/10/2027 |
| 530000553 | EHPAD RESIDENCE LA COLMONT | 530002435 | EHPAD LA COLMONT | EHPAD | Oisseau | 01/10/2027 |
| 530000421 | EHPAD DE BALLOTS | 530002302 | EHPAD LA CLOSERAIE | EHPAD | Ballots | 01/10/2027 |
| 530000579 | EHPAD LETORT LA CHEVRONNAIS | 530002450 | EHPAD LETORT LA CHEVRONNAIS | EHPAD | Saint-Saturnin-du-Limet | 01/10/2027 |
| 530009570 | CIGMA | 530006709 | EHPAD CIGMA | EHPAD | Laval | 01/07/2028 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 530007368 | EHPAD KORIAN LA VILLA DU CHENE D'OR | EHPAD | Bonchamp-lès-Laval | 01/07/2028 |
| 530000587 | RESIDENCE DR GEHERE LAMOTTE | 530002468 | EHPAD DR GEHERE LAMOTTE | EHPAD | Saint-Denis-d'Anjou | 01/07/2028 |

| | | | | | | |
|-----------|----------------------------------|-----------|--|-------------------|-----------------------|------------|
| 530000066 | CH D'EVRON | 530031368 | EHPAD HL LE BOIS JOLI | EHPAD | Évron | 01/07/2028 |
| 530000546 | EHPAD LA DOUCEUR DE VIVRE | 530002427 | EHPAD LA DOUCEUR DE VIVRE | EHPAD | Montsûrs-Saint-Cénére | 01/07/2028 |
| 530007863 | RESIDENCE DE L'ORIOLET | 530029198 | EHPAD RESIDENCE DE L'ORIOLET | EHPAD | Soulgé-sur-Ouette | 01/10/2028 |
| 530007863 | RESIDENCE DE L'ORIOLET | 530002534 | EHPAD RESIDENCE DE L'ORIOLET | EHPAD | Vaiges | 01/10/2028 |
| 530031178 | CCAS LAVAL | 530003409 | EHPAD HESTIA | EHPAD | Laval | 01/10/2028 |
| 530031178 | CCAS LAVAL | 530009034 | EHPAD FERRIE | EHPAD | Laval | 01/10/2028 |
| 530031178 | CCAS LAVAL | 530009000 | ACCUEIL DE JOUR AUTONOME DU CCAS LAVAL | Ctre.de Jour P.A. | Laval | 01/10/2028 |
| 530031244 | CCAS DE CHEMAZE | 530029313 | EHPAD BON ACCUEIL | EHPAD | Chemazé | 01/01/2029 |
| 530031798 | CCAS DE MONTAUDIN | 530029321 | EHPAD EUGENE MARIE | EHPAD | Montaudin | 01/01/2029 |
| 250015658 | SAS MEDOTELS | 530033133 | EHPAD KORIAN LE CASTELLI | EHPAD | L'Huisserie | 01/01/2029 |
| 530031194 | CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE | 530002500 | EHPAD CASTERAN | EHPAD | Saint-Pierre-des-Nids | 01/04/2029 |
| 530000025 | CH DU HAUT ANJOU | 530002013 | EHPAD SAINT JOSEPH | EHPAD | Château-Gontier | 01/04/2029 |
| 530000025 | CH DU HAUT ANJOU | 530030147 | EHPAD LES MARRONNIERS | EHPAD | Château-Gontier | 01/04/2029 |
| 530000744 | ASSOC. THERESE RONDEAU | 530005818 | EHPAD ND DE LA MISERICORDE | EHPAD | Entrammes | 01/07/2029 |
| 530000744 | ASSOC. THERESE RONDEAU | 530029164 | EHPAD ND DE LA MISERICORDE | EHPAD | Laval | 01/07/2029 |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LA MAYENNE
Le Département



| | | | | | | |
|-----------|----------------------------------|-----------|------------------------|-------|-----------------|------------|
| 530000454 | EHPAD RESIDENCE AMBROISE PARE | 530002336 | EHPAD AMBROISE PARE | EHPAD | Cossé-le-Vivien | 01/10/2029 |
| 530000520 | EHPAD VICTOIRE BRIELLE | 530002401 | EHPAD VICTOIRE BRIELLE | EHPAD | Méral | 01/10/2029 |
| 530006618 | ASSOCIATION PERRINE THULARD | 530006758 | EHPAD PERRINE THULARD | EHPAD | Évron | 01/10/2029 |

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-23-00004

Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/86/2025 -
2025-PSF-MVA/SO2A N°55 du 23 octobre 2025
portant programmation des évaluations de la
qualité des établissements et services sociaux et
médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3
du code de l'action sociale et des familles pour
les années 2025 à 2030, conformément aux
articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code
accueillant des personnes âgées

- ARRETE -

**N° ARS-PDL/DOS/QPE/86/2025
2025-PSF-MVA/SO2A N°55**

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2030, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code accueillant des personnes âgées

Le Président du Conseil Départemental de la Vendée

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire

- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8 et D. 312-204 ;
Vu le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

- ARRETENT -

Article 1^{er}

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/QPE/326/2022, du 09 janvier 2023 portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027.

Article 2

La programmation pluriannuelle prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission aux autorités en charge de leur autorisation des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au d) de l'article L. 313-3 du même code est annexée au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des services et établissements sociaux et médico-sociaux, la programmation prévue à l'article 2 porte sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030.

Cette programmation peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire.

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.


Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 6

Le Président du Conseil départemental et le directeur de l'offre de soins de l'agence régionale de santé, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le **23 OCT. 2025**


Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire


Elodie PERIBOIS
Directrice
Direction de l'Autonomie et
de la Santé Mentale

Le Président du Conseil Départemental
de la Vendée
Pour le Président par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
Pôle Solidarités et Famille


Christophe BARON

Annexe

Relative à la programmation du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030 de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux autorisés conjointement par le président du conseil départemental et le directeur général de l'agence régionale de santé

La date inscrite correspond au 1^{er} jour du trimestre de transmission du rapport aux autorités de tutelles et de contrôle

| FINESS Etablissement juridique | Raison Sociale établissement juridique | FINESS géographique | Raison sociale | Catégorie d'établissement | Commune | Date de transmission des rapports |
|--------------------------------|--|---------------------|--|---------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| 850011859 | ADAMAD | 850024720 | HT ADAMAD PAYS DE ST GILLES | EHPA perc crédit AM | Saint-Gilles-Croix-de-Vie | 01/07/2028 |
| 850011859 | ADAMAD | 850025677 | HT ADAMAD CENTRE VENDEE SOINS | EHPA perc crédit AM | La Roche-sur-Yon | 01/07/2028 |
| 850011859 | ADAMAD | 850026089 | AJ ADAMAD PAYS ST GILLES CRX DE VIE | Crte.de Jour P.A. | Saint-Gilles-Croix-de-Vie | 01/07/2028 |
| 850011859 | ADAMAD | 850026550 | AJ ADAMAD CENTRE VENDEE SOINS | Crte.de Jour P.A. | La Roche-sur-Yon | 01/07/2028 |
| 850011859 | ADAMAD | 850026923 | SPASAD ADAP SADAPA | S.P.A.S.A.D. | La Roche-sur-Yon | 01/07/2028 |
| 850020330 | AMAD DU LITTORAL TALMONT - LES SABLES | 850026915 | SPASAD AMAD LITTORAL TALMONT LES SABLE | S.P.A.S.A.D. | Les Sables-d'Olonne | 01/07/2030 |
| 850025180 | ASS CHARLOTTE GABRIELLE RANFRAY | 850007899 | EHPAD LA MAISON DU SACRE COEUR | EHPAD | Chavagnes-en-Paillers | 01/07/2027 |
| 850024225 | ASS. EHPAD DU CLERGE | 850024233 | EHPAD DU CLERGE | EHPAD | Les Herbiers | 01/10/2028 |
| 850014408 | ASSOC BIENFAISANCE ST JOSEPH | 850003872 | EHPAD SAINT JOSEPH | EHPAD | Vix | 01/10/2029 |
| 850014440 | ASSOC MAISON STE BERNADETTE | 850003773 | EHPAD STE BERNADETTE | EHPAD | Champagné-les-Marais | 01/10/2028 |
| 850000514 | ASSOCIATION DU RULEAU | 850003906 | EHPAD CHARLES MARGUERITE | EHPAD | Aizenay | 01/07/2028 |

| | | | | | | |
|-----------|------------------------------------|-----------|-----------------------------|-------|---------------------------|------------|
| 850014424 | ASSOCIATION LA SAINTE FAMILLE | 850003849 | EHPAD LA SAINTE FAMILLE | EHPAD | Sainte-Gemme-la-Plaine | 01/01/2029 |
| 850018326 | ASSOCIATION LES GLYCINES | 850003856 | EHPAD LES GLYCINES | EHPAD | Saint-Philbert-de-Bouaine | 01/01/2029 |
| 850014382 | ASSOCIATION MAISON ST LUC | 850003799 | EHPAD SAINT LUC | EHPAD | Doix les Fontaines | 01/01/2025 |
| 850009275 | ASSOCIATION MAISON STE ANNE | 850003930 | EHPAD SAINTE ANNE | EHPAD | Jard-sur-Mer | 01/01/2029 |
| 850005117 | ASSOCIATION MAISONS SAINTE MARIE | 850003955 | EHPAD SAINTE MARIE | EHPAD | Talmont-Saint-Hilaire | 01/04/2026 |
| 850024449 | ASSOCIATION MARIE BRISSON | 850024456 | EHPAD UNION CHRETIENNE | EHPAD | Fontenay-le-Comte | 01/01/2027 |
| 850009945 | ASSOCIATION MARIE LOUISE TRICHET | 850009952 | EHPAD LA SAGESSE | EHPAD | Saint-Laurent-sur-Sèvre | 01/07/2027 |
| 850014390 | ASSOCIATION ST DENIS | 850003898 | EHPAD SAINT DENIS | EHPAD | Vouillé-les-Marais | 01/10/2025 |
| 850014374 | ASSOCIATION ST GABRIEL | 850003781 | EHPAD ST GABRIEL | EHPAD | Cugand | 01/10/2028 |
| 850006560 | ASSOCIATION ST JOSEPH - STE SOPHIE | 850003807 | EHPAD SAINTE SOPHIE | EHPAD | La Gaubretière | 01/10/2029 |
| 850006560 | ASSOCIATION ST JOSEPH - STE SOPHIE | 850003963 | EHPAD ST JOSEPH | EHPAD | La Verrie | 01/10/2029 |
| 850012642 | CCAS CHAMP SAINT PERE | 850003112 | EHPAD BEAUSEJOUR | EHPAD | Le Champ-Saint-Père | 01/01/2026 |
| 850000381 | CA EHPAD PAYRAUDEAU | 850002171 | EHPAD PAYRAUDEAU | EHPAD | La Chaize-le-Vicomte | 01/07/2026 |
| 850012618 | CCAS BRUFFIERE | 850002429 | EHPAD ETOILE DU SOIR | EHPAD | La Bruffière | 01/07/2025 |
| 850012675 | CCAS COMMEQUIERS | 850003146 | EHPAD LES MIMOSAS | EHPAD | Commequiars | 01/10/2025 |
| 850012550 | CCAS ANGLES | 850003559 | EHPAD LOUIS CROSNIER | EHPAD | Angles | 01/07/2025 |
| 850026451 | CCAS SEVREMONT | 850003914 | EHPAD NOTRE DAME DE LORETTE | EHPAD | Sèvremont | 01/07/2029 |

| | | | | | | |
|-----------|--------------------------------|-----------|-----------------------------------|-------|---------------------------|------------|
| 850006610 | CCAS LE PERRIER | 850006651 | EHPAD LA CAPLINE | EHPAD | Le Perrier | 01/04/2027 |
| 850016635 | CCAS SOULLANS | 850016627 | EHPAD LES CHATAIGNIERS | EHPAD | Soullans | 01/10/2025 |
| 850016684 | CCAS TREIZE SEPTIERS | 850016676 | EHPAD LE SEPTIER D'OR | EHPAD | Treize-Septiers | 01/10/2025 |
| 850026469 | CCAS BELLEVIGNY | 850022500 | EHPAD L'OREE DU BOCAGE | EHPAD | Bellevigny | 01/01/2026 |
| 850020033 | CCAS BRETIGNOLLES SUR MER | 850022781 | EHPAD DE L'AUBRAIE | EHPAD | Bretignolles-sur-Mer | 01/01/2026 |
| 850023953 | CCAS LE BOUPERE | 850023961 | EHPAD LA CHARMILLE | EHPAD | Le Boupère | 01/01/2027 |
| 850016494 | CCAS CHALLANS | 850025917 | EHPAD MARIE ET ALBERT GUILLONNEAU | EHPAD | Challans | 01/07/2025 |
| 850012576 | CCAS AVRILLE | 850003567 | EHPAD PIERRE GENAIS | EHPAD | Avrillé | 01/01/2025 |
| 850012584 | CCAS BENET | 850003096 | EHPAD VILLA BENETO | EHPAD | Benet | 01/04/2025 |
| 850016593 | CCAS COEX | 850016585 | EHPAD LA CLERGERIE | EHPAD | Coëx | 01/10/2025 |
| 850023078 | CCAS BEAULIEU SOUS LA ROCHE | 850023086 | EHPAD LA SOURCE | EHPAD | Beaulieu-sous-la-Roche | 01/07/2026 |
| 850016577 | CCAS BREM SUR MER | 850016569 | EHPAD L'AGARET | EHPAD | Brem-sur-Mer | 01/04/2026 |
| 850029562 | CCAS L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ILE | 850003088 | EHPAD PAUL BOUHIER | EHPAD | L'Aiguillon la Presqu'île | 01/10/2029 |
| 850012659 | CCAS LA CHATAIGNERAIE | 850003138 | EHPAD BON ACCUEIL | EHPAD | La Châtaigneraie | 01/10/2029 |
| 850009036 | CCAS L'AIGUILLON SUR VIE | 850009044 | EHPAD LES BOUTONS D'OR | EHPAD | L'Aiguillon-sur-Vie | 01/04/2027 |
| 850012998 | CCAS L'ILE D'YEU | 850003179 | EHPAD LES CHENES VERTS | EHPAD | L'île-d'Yeu | 01/01/2027 |
| 850012998 | CCAS L'ILE D'YEU | 850005034 | EHPAD CALYPSO | EHPAD | L'île-d'Yeu | 01/01/2027 |
| 850012949 | CCAS SAINT JEAN DE MONTS | 850003302 | EHPAD LA FORET | EHPAD | Saint-Jean-de-Monts | 01/10/2029 |

| | | | | | | |
|-----------|------------------------------|-----------|----------------------------|-------|-------------------------|------------|
| 850025222 | CCAS VAIRE | 850025230 | EHPAD LE PARC DE L'AUZANCE | EHPAD | Vaire | 01/10/2026 |
| 850012733 | CCAS LES HERBIERS | 850003153 | EHPAD LA FONTAINE DU JEU | EHPAD | Les Herbiers | 01/07/2026 |
| 850027582 | CCAS LES SABLES D'OLONNE | 850016601 | EHPAD LES VALLEES | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/10/2025 |
| 850027582 | CCAS LES SABLES D'OLONNE | 850025602 | EHPAD LES CORDELIERS | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/10/2025 |
| 850026972 | CCAS ESSARTS EN BOCAGE | 850003575 | EHPAD ESSARTS EN BOCAGE | EHPAD | Essarts en Bocage | 01/01/2029 |
| 850026972 | CCAS ESSARTS EN BOCAGE | 850023037 | EHPAD ESSARTS EN BOCAGE | EHPAD | Saint-Martin-des-Noyers | 01/01/2029 |
| 850012725 | CCAS LA GARNACHE | 850000423 | EHPAD L'EQUAIZIERE | EHPAD | La Garnache | 01/01/2026 |
| 850022401 | CCAS LA TRANCHE SUR MER | 850022419 | EHPAD LES TULIPES | EHPAD | La Tranche-sur-Mer | 01/07/2026 |
| 850012881 | CCAS LE POIRE SUR VIE | 850003252 | EHPAD YVES COUGNAUD | EHPAD | Le Poiré-sur-Vie | 01/10/2029 |
| 850026535 | CCAS LES ACHARDS | 850003211 | EHPAD BETHANIE | EHPAD | Les Achards | 01/10/2029 |
| 850012758 | CCAS LES LANDES GENUSSON | 850003187 | EHPAD LES BRUYERES | EHPAD | Les Landes-Genusson | 01/07/2029 |
| 850012774 | CCAS LES LUCS SUR BOULOGNE | 850003195 | EHPAD SAINTE ANNE | EHPAD | Les Lucs-sur-Boulogne | 01/10/2029 |
| 850012741 | CCAS L'HERMENAULT | 850003161 | EHPAD BELLEVUE | EHPAD | L'Hermenault | 01/10/2029 |
| 850012816 | CCAS MAREUIL SUR LAY DISSAIS | 850003203 | EHPAD LES ARDILLERS | EHPAD | Mareuil-sur-Lay-Dissais | 01/01/2025 |
| 850012840 | CCAS MOUTIERS LES MAUXFAITS | 850003229 | EHPAD L'ERMITAGE | EHPAD | Moutiers-les-Mauxfaits | 01/04/2029 |
| 850012865 | CCAS NIEUL LE DOLENT | 850003237 | EHPAD HENRI PANETIER | EHPAD | Nieul-le-Dolent | 01/07/2025 |
| 850005240 | CCAS NOTRE DAME DE MONTS | 850005257 | EHPAD GILLES-ARTUS | EHPAD | Notre-Dame-de-Monts | 01/04/2027 |

| | | | | | | |
|-----------|------------------------------------|-----------|---------------------------------------|-------|----------------------------------|------------|
| 850012899 | CCAS POUZAUGES | 850003492 | EHPAD LES COLLINES | EHPAD | Pouzauges | 01/04/2029 |
| 850017831 | CCAS ST CHRISTOPHE DU LIGNERON | 850023060 | EHPAD ST CHRISTOPHE | EHPAD | Saint-Christophe-du- Ligneron | 01/10/2027 |
| 850025206 | CCAS ST DENIS LA CHEVASSE | 850025214 | EHPAD LES GLYCINES | EHPAD | Saint-Denis-la- Chevasse | 01/01/2027 |
| 850017963 | CCAS ST HILAIRE DE RIEZ | 850021544 | EHPAD LOUIS CAIVEAU | EHPAD | Saint-Hilaire-de-Riez | 01/01/2026 |
| 850012964 | CCAS TALMONT ST HILAIRE | 850003310 | EHPAD LE HAVRE DU PAYRE | EHPAD | Talmont-Saint-Hilaire | 01/10/2029 |
| 850000084 | CH COTE DE LUMIERE | 850020454 | EHPAD LES MAISONNEES DE LUMIERE | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/04/2027 |
| 850000084 | CH COTE DE LUMIERE | 850029612 | EHPAD LA VANNERIE | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/04/2027 |
| 850000035 | CH DE FONTENAY LE COMTE | 850020389 | EHPAD CH FONTENAY | EHPAD | Fontenay-le-Comte | 01/10/2025 |
| 850000092 | CH GEORGES MAZURELLE | 850017658 | EHPAD DU CHS G. MAZURELLE | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/04/2025 |
| 850009010 | CH LOIRE VENDEE OCEAN | 850020124 | EHPAD AQUARELLE | EHPAD | Challans | 01/07/2026 |
| 850009010 | CH LOIRE VENDEE OCEAN | 850020488 | EHPAD DE SAINT GILLES CROIX DE VIE | EHPAD | Saint-Gilles-Croix-de- Vie | 01/07/2026 |
| 850000019 | CHD VENDEE | 850020405 | EHPAD CHD HENRY RENAUD | EHPAD | Luçon | 01/04/2026 |
| 850000019 | CHD VENDEE | 850021270 | EHPAD CHD LA ROCHE LUCON MON | EHPAD | Montaigu | 01/04/2026 |
| 850000019 | CHD VENDEE | 850021353 | EHPAD CHD VENDEE LA ROCHE SUR YON | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/04/2026 |
| 850012717 | CIAS DU PAYS DE FONTENAY-VENDEE | 850003245 | EHPAD MULTISITE PISSOTTE- VOUVANT | EHPAD | Pissotte | 01/01/2025 |
| 850012717 | CIAS DU PAYS DE FONTENAY-VENDEE | 850023136 | EHPAD MULTISITE PISSOTTE- VOUVANT | EHPAD | Vouvant | 01/01/2025 |

| | | | | | | |
|-----------|--|-----------|---|-------|----------------------------|------------|
| 850012535 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850003278 | EHPAD ANDRE BOUTELIER | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/01/2025 |
| 850012535 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850003286 | EHPAD LEON TAPON | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/01/2025 |
| 850012691 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850003583 | EHPAD DURAND ROBIN | EHPAD | La Ferrière | 01/01/2025 |
| 850012535 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850006545 | EHPAD ST ANDRE D'ORNAY | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/01/2025 |
| 850012535 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850006699 | EHPAD LA VIGNE AUX ROSES | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/01/2025 |
| 850012535 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850016643 | EHPAD LE MOULIN ROUGE | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/01/2025 |
| 850012980 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850022864 | EHPAD LES BORDS D'AMBOISE | EHPAD | Mouilleron-le-Captif | 01/01/2025 |
| 850022856 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850022872 | EHPAD LE VAL FLEURI | EHPAD | Venansault | 01/01/2025 |
| 850025610 | CIAS LA ROCHE SUR YON AGGLOMERATION | 850025628 | EHPAD LES COTEAUX DE L'YON | EHPAD | Rives de l'Yon | 01/01/2025 |
| 850009242 | CIAS PAYS CHANTONNAY | 850003120 | EHPAD MULTISITES PAYS DE CHANTONNAY | EHPAD | Chantonay | 01/01/2026 |
| 850009242 | CIAS PAYS CHANTONNAY | 850004896 | EHPAD MULTISITES PAYS DE CHANTONNAY | EHPAD | Saint-Prouant | 01/01/2026 |
| 850009242 | CIAS PAYS CHANTONNAY | 850021379 | EHPAD MULTISITES PAYS DE CHANTONNAY | EHPAD | Bournezeau | 01/01/2026 |
| 850006172 | CIAS PAYS DE LA CHATAIGNERAIE | 850022831 | EHPAD LA PIERRE ROSE | EHPAD | Saint-Pierre-du- Chemin | 01/07/2026 |
| 850026964 | CIAS PAYS DE ST FULGENT - LES ESSARTS | 850024746 | EHPAD LES ROSES D'OR - LA ROSERAIE | EHPAD | Chauché | 01/07/2026 |
| 850026964 | CIAS PAYS DE ST FULGENT - LES ESSARTS | 850024761 | EHPAD LES ROSES D'OR - LE CHENE D'OR | EHPAD | Les Brouzils | 01/07/2026 |

| | | | | | | |
|-----------|--------------------------|-----------|-------------------------------------|-------|----------------------------|------------|
| 850026600 | CIAS SUD VENDEE LITTORAL | 850003104 | EHPAD LES PICTONS | EHPAD | Chaillé-les-Marais | 01/07/2025 |
| 850026600 | CIAS SUD VENDEE LITTORAL | 850003294 | EHPAD LA SMAGNE | EHPAD | Sainte-Hermine | 01/07/2025 |
| 850026600 | CIAS SUD VENDEE LITTORAL | 850003831 | EHPAD RESIDENCE FLEURIE | EHPAD | Nalliers | 01/07/2025 |
| 850026600 | CIAS SUD VENDEE LITTORAL | 850019829 | EHPAD LES MARRONNIERS | EHPAD | La Caillière-Saint-Hilaire | 01/07/2025 |
| 850026600 | CIAS SUD VENDEE LITTORAL | 850023102 | EHPAD LE CHENE VERT | EHPAD | Puyravault | 01/07/2025 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850002015 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850003260 | EHPAD L'ARBRISEVE | EHPAD | Rocheservière | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850022435 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850022443 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850023425 | EHPAD MARTIAL CAILLAUD | EHPAD | L'Herbergement | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850026279 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850026287 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850026527 | CIAS TERRES DE MONTAIGU | 850026295 | EHPAD MULTISITES TERRES DE MONTAIGU | EHPAD | Montaigu | 01/07/2026 |
| 850029570 | CIAS VENDEE SEVRE AUTISE | 850002254 | EHPAD MULTISITE VENDEE SEVRE AUTISE | EHPAD | Saint-Hilaire-des-Loges | 01/10/2027 |
| 850029570 | CIAS VENDEE SEVRE AUTISE | 850003484 | EHPAD MULTISITE VENDEE SEVRE AUTISE | EHPAD | Maillezais | 01/10/2027 |

| | | | | | | |
|-----------|---|-----------|--|-------------------|-----------------------------|------------|
| 850029570 | CIAS VENDEE SEVRE AUTISE | 850003815 | EHPAD MULTISITE VENDEE SEVRE AUTISE | EHPAD | Maillé | 01/10/2027 |
| 850029570 | CIAS VENDEE SEVRE AUTISE | 850023045 | EHPAD MULTISITE VENDEE SEVRE AUTISE | EHPAD | Nieul-sur-l'Autise | 01/10/2027 |
| 850031782 | CIAS VIE ET BOULOGNE | 850002296 | EHPAD SAINT PIERRE | EHPAD | Saint-Etienne-du-Bois | 01/04/2027 |
| 850031782 | CIAS VIE ET BOULOGNE | 850008947 | EHPAD LE COLOMBIER | EHPAD | Saint-Etienne-du-Bois | 01/04/2027 |
| 850031782 | CIAS VIE ET BOULOGNE | 850009317 | EHPAD LES GLYCINES | EHPAD | Falleron | 01/04/2027 |
| 85007469 | CONGREGATION DES SOEURS SACRES COEURS | 850007709 | EHPAD ESTHER BLE | EHPAD | Les Brouzils | 01/07/2027 |
| 850000365 | EHPAD DE BEAUVOIR/MER | 850002155 | EHPAD LES MATHURINS | EHPAD | Beauvoir-sur-Mer | 01/01/2027 |
| 850002239 | EHPAD ERNEST GUERIN | 850020470 | EHPAD ERNEST GUERIN | EHPAD | Saint-Jean-de-Monts | 01/04/2026 |
| 850000373 | EHPAD LA REYNERIE | 850002163 | EHPAD LA REYNERIE | EHPAD | Bouin | 01/01/2026 |
| 850000431 | EHPAD LES ROCHES | 850002189 | EHPAD LES ROCHES | EHPAD | Château-Guibert | 01/10/2029 |
| 850000464 | EHPAD MONTFORT | 850002221 | EHPAD MONTFORT | EHPAD | Saint-Laurent-sur- Sèvre | 01/04/2029 |
| 850000456 | EHPAD RESIDENCE AU FIL DES MAINES | 850002197 | EHPAD RESIDENCE AU FIL DES MAINES | EHPAD | Chavagnes-en- Pailliers | 01/07/2026 |
| 850000456 | EHPAD RESIDENCE AU FIL DES MAINES | 850002213 | EHPAD RESIDENCE AU FIL DES MAINES | EHPAD | Saint-Fulgent | 01/07/2026 |
| 850020280 | EHPAD ST ALEXANDRE | 850020298 | EHPAD SAINT ALEXANDRE | EHPAD | Mortagne-sur-Sèvre | 01/10/2029 |
| 850012444 | FEDERATION ADMR VENDEE | 850011784 | ACCUEIL DE JOUR LES HUTTIERS | Ctre de Jour P.A. | Maillezais | 01/10/2025 |
| 850012444 | FEDERATION ADMR VENDEE | 850011958 | EHPAD SIMONNE MOREAU | EHPAD | Aubigny-Les Clouzeaux | 01/04/2026 |
| 850012444 | FEDERATION ADMR VENDEE | 850012493 | EHPAD L'ESTRAN | EHPAD | La Guérintière | 01/10/2025 |

| | | | | | | |
|-----------|---------------------------------------|-----------|---------------------------------|-------------------|-------------------------|------------|
| 850012444 | FEDERATION ADMR VENDEE | 850017302 | EHPAD LES MAISONS DE L'HARMONIE | EHPAD | La Chaize-Giraud | 01/04/2026 |
| 850012444 | FEDERATION ADMR VENDEE | 850026931 | SPASAD ADMR VENDEE | S.P.A.S.A.D. | La Roche-sur-Yon | 01/10/2027 |
| 850026899 | GCSMS SUD VENDEE | 850026907 | SPASAD SUD VENDEE | S.P.A.S.A.D. | Fontenay-le-Comte | 01/01/2027 |
| 850025867 | GP HOSP ET MS DES COLLINES VENDEENNES | 850013343 | EHPAD DES COLLINES VENDEENNES | EHPAD | La Châtaigneraie | 01/01/2026 |
| 850000100 | HOPITAL DE NOIRMOUTIER | 850020439 | EHPAD CH DE NOIRMOUTIER | EHPAD | Noirmoutier-en-l'île | 01/10/2025 |
| 850011834 | LA CLE DE SOL | 850011842 | EHPAD LA CLE DE SOL | EHPAD | Moulleron-Saint-Germain | 01/10/2028 |
| 850020116 | LE LOGIS DES OLNONES | 850017294 | EHPAD LE LOGIS DES OLNONES | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/10/2029 |
| 750005068 | MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE | 850021973 | EHPAD LA CHIMOTAIE | EHPAD | Cugand | 01/07/2029 |
| 850023649 | RESIDENCE LE BOCAGE | 850023656 | EHPAD LE BOCAGE | EHPAD | Antigny | 01/10/2026 |
| 850027681 | SARL LA BERTHOMIERE | 850022385 | EHPAD LA BERTHOMIERE | EHPAD | Longeville-sur-Mer | 01/01/2026 |
| 850013384 | SARL LES MOTS BLEUS | 850013509 | ACCUEIL DE JOUR LES MOTS BLEUS | Ctre de Jour P.A. | Montaigu | 01/07/2028 |
| 850018862 | SAS CHALLANS | 850011057 | EHPAD LES JARDINS MEDICIS | EHPAD | Challans | 01/07/2027 |
| 330050899 | SAS COLISEE PATRIMOINE GROUP | 850009432 | EHPAD LES IRIS | EHPAD | Givrand | 01/04/2027 |
| 850011826 | SAS LES JARDINS D'OLONNE | 850011503 | EHPAD LES JARDINS D'OLONNE | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/07/2027 |
| 850004904 | SAS MEDICA FRANCE | 850004912 | EHPAD KORIAN LE BOURGENAY | EHPAD | Les Sables-d'Olonne | 01/04/2027 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 850011909 | EHPAD KORIAN LE RICHELIEU | EHPAD | La Roche-sur-Yon | 01/07/2028 |
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 850022807 | EHPAD KORIAN LES FILS D'ARGENT | EHPAD | Fontenay-le-Comte | 01/10/2026 |

| | | | | | | |
|-----------|----------------------------------|-----------|-----------------------------------|-------|--------------------|------------|
| 750056335 | SAS MEDICA FRANCE | 850024712 | EHPAD KORIAN LE HOMME DU VERGER | EHPAD | Apremont | 01/10/2026 |
| 920028669 | SAS VILLA BEAUSEJOUR | 850017070 | EHPAD VILLA BEAUSOLEIL ND DE RIEZ | EHPAD | Notre-Dame-de-Riez | 01/10/2025 |
| 850025164 | SIVU REAL GESTION LOGEMENT FOYER | 850025172 | EHPAD LES HIRONDELLES | EHPAD | Beaurepaire | 01/01/2027 |

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-22-00002

Arrêté ARS-PDL/DOS/QPE/92/2025 - CD
2025/DA/SRESMS/PH/053 du 22 octobre 2025
portant programmation des évaluations de la
qualité des établissements et services sociaux et
médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3
du code de l'action sociale et des familles pour
les années 2025 à 2029, conformément aux
articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code,
accueillant des personnes en situation de
handicap

- ARRETE -

**N° ARS-PDL/DOS/QPE/92/2025
CD 2025/DA/SRESMS/PH/053**

Portant programmation des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2025 à 2029, conformément aux articles L. 312-8 et D. 312-204 du même code, accueillant des personnes en situation de handicap

Le Président du Conseil départemental de la Mayenne

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé
Pays de la Loire**

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1, L. 312-8 et D. 312-204 ;
- Vu** le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

- ARRETENT -

Article 1^{er}

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/QPE/417/2022 du 1er mars 2023 portant programmation des évaluations de la qualité de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du d) de l'article L. 313-3 du code de l'action sociale et des familles pour les années 2023 à 2027.

Article 2

La programmation pluriannuelle prévue à l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles des échéances prévisionnelles de transmission aux autorités en charge de leur autorisation des rapports d'évaluation des établissements et services sociaux et médico-sociaux dont l'autorisation est délivrée conformément au d) de l'article L. 313-3 du même code est annexée au présent arrêté.

Article 3

Conformément à l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des services et établissements sociaux et médico-sociaux, la programmation prévue à l'article 2 porte sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029.

Cette programmation peut être modifiée notamment pour tenir compte de changements intervenus dans la situation des établissements et services concernés.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire.

Page 1 sur 3

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Il est également susceptible de faire l'objet d'un recours administratif préalable dans le même délai.

Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours administratif.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.


Article 6

Le Président du Conseil départemental et le directeur de l'offre de soins de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 22 octobre 2025

Pour le Président du Conseil départemental de la
Mayenne et par délégation
La Cheffe de service relations avec les établissements
et services médico-sociaux


Laëtitia MAUNY

 Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

Sébastien RIPOCHE
Directeur Adjoint
Direction de l'Autonomie et
de la Santé Mentale



Annexe

Relative à la programmation du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 de transmission des rapports d'évaluation des établissements sociaux ou médico-sociaux sociaux autorisés conjointement par le Président du Conseil départemental et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

La date inscrite correspond au 1^{er} jour du trimestre de transmission du rapport aux autorités de tutelles et de contrôle

| FINESS Etablissement juridique | Raison Sociale établissement juridique | FINESS géographique | Raison sociale | Catégorie d'établissement | Commune | Date de transmission des rapports |
|--------------------------------------|--|------------------------|--|------------------------------|---------------------|---|
| 750719239 | APF FRANCE HANDICAP | 530007194 | CAMSP APF | C.A.M.S.P. | Laval | 01/10/2025 |
| 750719239 | APF FRANCE HANDICAP | 530007251 | FAM THERESE VOLH (site Thérèse VOLH + site du Tertre) | F.A.M. | Laval | 01/10/2025 |
| 750719239 | APF FRANCE HANDICAP | 530007418 | FAM THERESE VOLH Accueil de jour (site du Tertre) | F.A.M. | Laval | 01/10/2025 |
| 530031434 | ADAPEI 53 | 530030162 | FAM L'ETAPE | F.A.M. | Laval | 01/01/2026 |
| 530008168 | POLE MEDICO- SOCIAL BAIS/HAMBERS | 530033216 | FAM LES BLEUETS | F.A.M. | Hambers | 01/01/2026 |
| 750721334 | CROIX ROUGE FRANCAISE | 530008424 | FAM ST AMADOUR | F.A.M. | La Selle-Craonnaise | 01/04/2026 |
| 530000850 | GEIST MAYENNE | 530006329 | SAMSAH DJINH | S.A.M.S.A.H. | Changé | 01/10/2027 |
| 530000850 | GEIST MAYENNE | 530006279 | SAMSAH SAPHIR | S.A.M.S.A.H. | Laval | 01/10/2027 |
| 530007186 | EPSMS LA FILOUSIERE | 530007962 | FAM LA FILOUSIERE | F.A.M. | Mayenne | 01/01/2029 |
| 530007186 | EPSMS LA FILOUSIERE | 530006808 | SAMSAH LA FILOUSIERE | S.A.M.S.A.H. | Mayenne | 01/01/2029 |

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-29-00001

Arrêté ARS_PDL_DOS_AES_551_2025_PDL du 29
octobre 2025 portant modification de la
composition de la Commission Régionale de
Contrôle de la région Pays de la Loire

ARRETE

N° ARS-PDL/DOS/AES/551/2025/PDL

Modifiant la composition de la commission régionale de contrôle de la région Pays de la Loire

**Le directeur général
de l'agence régionale de santé
Pays de la Loire**

- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code de la sécurité sociale ;
- Vu le code rural ;
- Vu la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;
- Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;
- Vu les articles L. 1431-1 et L. 1431-2 du code de la santé publique définissant les missions et compétences de l'agence régionale de santé ;
- Vu l'article L 1432-2 du code de la santé publique définissant les pouvoirs du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Vu l'article L 162-23-13 du code de la sécurité sociale définissant les pouvoirs du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en matière de sanction financière des établissements de santé ;
- Vu l'article R. 162-35 du code de la sécurité sociale fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission de contrôle ;
- Vu le décret n°2017-500 du 06 avril 2017 précisant les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'article L 162-23-13 du code de la sécurité sociale ;
- Vu la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;
- Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Jérôme JUMEL, en qualité de directeur général de l'ARS Pays de la Loire, à compter du 27 février 2023 ;
- Vu le courrier en date du 15 octobre 2025 du Directeur Général de l'UNCAM désignant les membres du collège Assurance Maladie de la commission de contrôle, représentant les caisses locales d'assurance maladie et du service médical ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté N° ARS-PDL/DOS/QPE/008/2025/PDL du 14 janvier 2025 modifiant la composition de la commission de contrôle des Pays de la Loire est abrogé.

ARTICLE 2 :

La commission de contrôle mentionnée à l'article L 162-23-13 du code de la sécurité sociale est composée comme suit :

Pour l'Agence Régionale de Santé

| Titulaire | Fonction |
|--------------------|--|
| Etienne LE MAIGAT | Directeur de l'Offre de Soins |
| Dr Thierry LE GUEN | Conseiller médical de la Direction de l'Offre de Soins |
| David ERRARD | Directeur territorial DTARS 44 |
| Audrey SERVEAU | Responsable du département accompagnement des établissements de santé, Direction de l'Offre de Soins |
| Michel POUPON | Responsable Département Veille Observation, Analyses, Evaluation |

| Suppléants | Fonction |
|---------------------------|--|
| Nohmie BEN REKASSA | Directrice adjointe de l'Offre de Soins |
| En attente de désignation | |
| Laurence PESRIN | Directeur territorial adjoint DTARS 44 |
| Magali BONHOMMEAU | Chargé de projet Département Qualité Pertinence Efficience |
| Charlotte SIMONNEAU | Chargée de mission, Département Veille Observation, Analyses, Evaluation |

Pour l'Assurance Maladie

| Titulaire | Fonction |
|-----------------------------|--|
| Dr Camille JACQUEMOUD | Directeur médical régional par intérim |
| Pierre PEIX | Directeur Coordonnateur de la Gestion Des Risques (DCGDR) des Pays de la Loire |
| Bénédicte SAMSON | Directeur Général CPAM du Maine et Loire |
| Olivier MORIN | Directeur comptable financier ARCMSA |
| Dr Patricia DE NAPOLI COCCI | Directeur médical CPAM Loire-Atlantique |

| Suppléants | Fonction |
|---------------------|--|
| Dr Pierre FOUCAULT | Médecin Conseil Manager CPAM Loire-Atlantique |
| Thomas BOUVIER | Sous-Directeur CPAM Loire-Atlantique |
| Mickaël GAUTRONNEAU | Directeur Général CPAM de la Vendée |
| Matthieu GORSSE | Sous-Directeur ARCMSA |
| Dr Nathalie SARRAF | Directeur médical CPAM du Maine et Loire |

Article 3 :

Monsieur Etienne LE MAIGAT, Directeur de l'Offre de Soins, Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire est désigné Président de la Commission de contrôle.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes (6 allées de l'île de la Gloriette 44041 Nantes Cedex 01) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 5 :

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le **29 OCT. 2025**


Jérôme JUMEL,
Directeur Général de l'ARS Pays de Loire

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-29-00002

Arrêté ARS_PDL_DOS_AES_557_2025_72 du 29
octobre 2025 portant approbation de la
convention constitutive du groupement de
coopération sanitaire « Groupement de
coopération sanitaire Centre de cancérologie de
la Sarthe »

ARRÊTÉ

N° ARS-PDL/DOS/AES/557/2025/72

Portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire
«Groupement de coopération sanitaire Centre de cancérologie de la Sarthe»

**Le Directeur Général
De l'Agence Régionale de Santé
Pays de la Loire**

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 6133-1 à L. 6133-10, et R. 6133-1 à R. 6133-30 ;

Vu l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Jérôme JUMEL en qualité de Directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe», modifiée, transmise le 25 septembre 2025 à l'Agence régionale de santé Pays de la Loire ;

Considérant que la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe» respecte les dispositions des articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants du code de la santé publique ;

ARRETE

Article 1^{er} : Est approuvée la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe».

Article 2 : Le Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe» est une personne morale de droit privé.

Article 3 : Le Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe» a pour objet :

- De faciliter, d'améliorer et de développer l'activité de ses membres par la création d'un centre de cancérologie de référence regroupant sur un même site les activités de traitement du cancer exercées par ses membres :
 - o Activité de médecine en hospitalisation complète et à temps partiel, traitement du cancer par chimiothérapie et lits identifiés en soins palliatifs pour le centre hospitalier du Mans ;
 - o Activité de médecine en hospitalisation complète et à temps partiel, traitement du cancer par chimiothérapie et lits identifiés en soins palliatifs pour la clinique Victor Hugo.
- D'exploiter une autorisation de pharmacie à usage intérieur.

Article 4 : Les membres du Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe» sont :

- Le centre hospitalier du Mans, établissement public de santé enregistré au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) sous le numéro 720000025, sis 194 avenue Rubillard, 72037 Le Mans,
- La clinique Victor Hugo, établissement de santé privé enregistré au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) sous le numéro 720000249, sis 66 rue de Degré, 72000 Le Mans,
- Le centre Jean Bernard, établissement enregistré au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) sous le numéro 720002294, sis 64 rue de Degré, 72000 Le Mans.

Article 5 : Le siège social du Groupement de Coopération Sanitaire «Groupement de coopération sanitaire Centre de Cancérologie de la Sarthe» est sis 66 rue de Degré, 72000 Le Mans.

Article 6 : La convention constitutive est conclue pour une durée indéterminée.

Article 7 : Le directeur de l'offre de soins de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région des Pays de la Loire.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être également saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Nantes, le **29 OCT. 2025**

Le Directeur général
Jérôme JUMEL

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-27-00001

Arrêté portant modification de l'arrêté n°
ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 portant
renouvellement d'autorisations du 7 février 2019
- numéro ARS-PDL/DOS/AES/520/2025/PDL - du
27/10/2025

ARS-PDL/DOS/AES/520/2025/PDL

ARRETE

Portant modification de l'arrêté n° ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 portant renouvellement d'autorisations du 7 février 2019

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DES PAYS DE LA LOIRE

VU le code de la santé publique, et notamment l'article L 6122-10

VU l'arrêté ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 portant renouvellement d'autorisations du 7 février 2019

CONSIDÉRANT que les greffes de cellules souches hématopoïétiques pratiquées par le CHU de Nantes auraient dû figurer dans l'arrêté susvisé ;

Arrête

Article 1 L'annexe à l'arrêté ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 relative à la Loire-Atlantique **est modifiée** comme suit :

Par application des dispositions de l'article L 6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation renouvelée le 13 janvier 2014 avec effet à compter du 13 janvier 2015 au profit du Centre hospitalier universitaire de Nantes pour l'exercice des activités de greffes d'organes suivantes :

- * Greffes de cœur : enfants,
- * Greffes de poumon : enfants,
- * Greffes de cœur-poumon : enfants,
- * Greffes de rein : adultes et enfants,
- * Greffes de pancréas et greffes de rein-pancréas : adultes,
- * **Greffes de cellules souches hématopoïétiques.**

sur le site de l'Hôtel-Dieu - Hôpital Mère-Enfant, place Alexis Ricordeau à Nantes (ET 440000271) ;

- * Greffes de cœur : adultes,
- * Greffes de poumon : adultes,
- * Greffes de cœur-poumon : adultes,
- * **Greffes de cellules souches hématopoïétiques.**

sur le site du centre hospitalier universitaire de Nantes - Hôpital G & R Laënnec, boulevard Jacques Monod à Saint-Herblain (ET 440017598) ;

est tacitement renouvelée en date du 13 janvier 2019. Ce renouvellement prendra effet à compter du 13 janvier 2020, pour une durée de sept ans ;

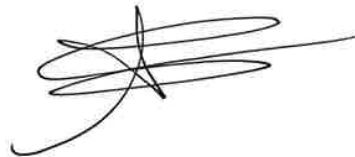
Article 2 Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial n° ARS-PDL/DOSA/03/2019/44 demeurent inchangées et continuent à s'appliquer.

- Article 3** En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant son échéance.
- Article 4** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois de sa notification pour le promoteur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours hiérarchique devant le Ministre chargé de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le tribunal Administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision. Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via le site Internet « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante « www.telerecours.fr ».
- Article 5** le Directeur de l'Offre de Soins de l'ARS Pays de la Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Fait à Nantes, le

27 OCT. 2025

P/ Le directeur général
Jérôme JUMEL



Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-27-00002

Arrêté portant modification du bilan quantifié
de l'offre de soins pour les activités de soins et
équipements matériels lourds - numéro
ARS-PDL/DOS/AES/534/2025/PDL - du 27/10/202

ARS-PDL/DOS/AES/534/2025/PDL

ARRETE

Portant modification du bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins et équipements matériels lourds

Le directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 6122-9, L. 6122-11, D. 6121-6 à D. 6121-10, R. 6122-25 à R. 6122-26, R. 6122-29 à R. 6122-31 ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n°2024-268 du 25 mars 2024 relatif à la simplification de la mise en œuvre de la réforme des autorisations d'activités de soins ;

VU le décret n°2025-189 du 27 février 2025 relatif à la simplification des procédures d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Jérôme JUMEL, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire ;

VU l'arrêté n°ARS-PDL/DG/2026-006 du 16 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Etienne LE MAIGAT, directeur de l'offre de soins de l'agence régionale de santé Pays de la Loire ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DG/2023/27, en date du 26 octobre 2023 portant adoption du projet régional de santé des Pays de la Loire révisé 2023-2028, composé notamment du schéma régional de santé (SRS) et de son chapitre relatif aux implantations d'activités soumises à autorisation, déterminé pour une période de cinq ans à compter du 31 octobre 2023 jusqu'au 30 octobre 2028 ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DG/2025-031, en date du 27 juin 2025 portant révision partielle du Projet Régional de Santé Pays de la Loire 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DOSA/AES/05/2024/44 en date du 9 février 2024 portant modification de l'arrêté ARS-PDL/DG/2023-026 du 23 octobre 2023 fixant les zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériel lourds ;

VU l'arrêté ARS-PDL/DOSA/AES/509/2025/PDL en date du 23 septembre 2025 modifiant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds pour 2025 ;

CONSIDERANT que les promoteurs sollicitant une des autorisations énumérées par arrêté n° ARS-PDL/DOSA/AES/06/2024/44, devront déposer une demande d'autorisation pour l'activité concernée dans la présente fenêtre de dépôt conformément aux implantations disponibles ; que toute structure préalablement autorisée devra solliciter une ré-autorisation sur le fondement des textes en vigueur pour exercer les activités et mentions susmentionnées ;

CONSIDERANT que le décret n°2024-268 prévoit en lieu et place d'une procédure de ré-autorisation, une reprise de durée de vie initiale des autorisations concernant certaines activités ou modalités et l'application des procédures de renouvellement ;

CONSIDERANT que les promoteurs devront solliciter le renouvellement de leurs autorisations, selon deux types de procédures de demande de renouvellement :

17 boulevard Gaston Doumergue - CS 56233
44262 NANTES cedex 2
www.pays-de-la-loire.ars.sante.fr



Agir pour la santé de tous

QUALITÉ · USAGERS · INNOVATION · PRÉVENTION

- une procédure de droit commun pour l'autorisation dont l'échéance ou la date limite de dépôt de dossier n'est pas dépassée. Le promoteur dépose au fil de l'eau et au plus tard 14 mois avant l'échéance de son autorisation, une demande de renouvellement simplifié ;
- une procédure de renouvellement dérogatoire pour l'autorisation dont la date d'échéance ou la date limite de dépôt de dossier est dépassée. Le promoteur dépose une demande de renouvellement simplifiée dans la première fenêtre de dépôt dédiée à l'activité de soins concernée ;

CONSIDERANT que tous les dossiers seront à déposer sur la plateforme nationale dédiée (SI-Autorisations accessible à l'adresse : <https://si-autorisations.sante.gouv.fr>) ;

CONDIDERANT qu'une erreur matérielle a été identifiée sur l'annexe 14 «traitement du cancer» ;

Arrête

Article 1er : Le bilan quantifié de l'offre de soins pour les activités de soins et équipements matériels lourds est établi comme il apparaît dans l'annexe suivante :

| | |
|---|----|
| Annexe 1 - Médecine | 3 |
| Annexe 2 - Gynécologie-obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale | 4 |
| Annexe 3 - Psychiatrie | 5 |
| Annexe 4 - Soins médicaux et de réadaptation | 6 |
| Annexe 5 - Soins de longue durée..... | 7 |
| Annexe 6 - Greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques | 8 |
| Annexe 7 - Traitement des grands brûlés | 9 |
| Annexe 8 - Chirurgie cardiaque | 10 |
| Annexe 9 - Neurochirurgie | 11 |
| Annexe 10 - Activité interventionnelle sous imagerie médicale en neuroradiologie..... | 12 |
| Annexe 11 - Médecine d'urgence | 13 |
| Annexe 12 - Traitement de l'insuffisance rénale par épuration extra-rénale | 14 |
| Annexe 13-A - Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation | 15 |
| Annexe 13-B - Diagnostic prénatal | 20 |
| Annexe 14 modifiée - Traitement du cancer | 21 |
| Annexe 15 - Examens des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales..... | 23 |
| Annexe 16 - Hospitalisation à domicile | 24 |
| Annexe 17 - Equipements d'imagerie en coupes | 25 |
| Annexe 18 - Caisson hyperbare | 26 |
| Annexe 19 - Cyclotron à usage médical | 27 |

Article 2 : Le directeur de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé des Pays de la Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région et affiché au siège de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire.

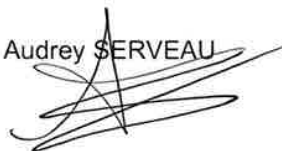
Fait à Nantes, le

27 OCT. 2025

Pour le Directeur de l'offre de soins,

La responsable du département Accompagnement des
Etablissements de Santé

Audrey SERVEAU



Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 1 - Médecine

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 21 | 22 | 1 |
| MAINE ET LOIRE | 21 | 21 | 0 |
| MAYENNE | 8 | 9 | 1 |
| SARTHE | 11 | 13 | 2 |
| VENDEE | 10 | 11 | 1 |

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 2 - Gynécologie-obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | |
|---------------------|--|---------------------------------|--|---|--|---------------------------------|--|---|---|---------------------------------|--|---|
| | obstétrique - 1 (gynécologie) | obstétrique - 2A (néonatalogie) | obstétrique - 2B (néonatalogie avec soins intensifs) | obstétrique - 3 (réanimation néonatale) | obstétrique - 1 (gynécologie) | obstétrique - 2A (néonatalogie) | obstétrique - 2B (néonatalogie avec soins intensifs) | obstétrique - 3 (réanimation néonatale) | obstétrique - 1 (gynécologie) | obstétrique - 2A (néonatalogie) | obstétrique - 2B (néonatalogie avec soins intensifs) | obstétrique - 3 (réanimation néonatale) |
| LOIRE ATLANTIQUE | 2 | 3 | 1 | 1 | 2 | 3 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 2 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 2 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 4 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 3 - Psychiatrie

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | |
|---------------------|--|--|------------------------|-------------------------|--|--|------------------------|-------------------------|---|--|------------------------|-------------------------|
| | Psychiatrie adulte | Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent | Psychiatrie périnatale | Soins sans consentement | Psychiatrie adulte | Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent | Psychiatrie périnatale | Soins sans consentement | Psychiatrie adulte | Psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent | Psychiatrie périnatale | Soins sans consentement |
| LOIRE ATLANTIQUE | 9 | 5 | 1 | 4 | 9 | 5 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 6 | 5 | 1 | 3 | 6 | 5 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 4 | 1 | 1 | 3 | 4 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 5 | 2 | 1 | 1 | 5 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 4 - Soins médicaux et de réadaptation

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | | | | | | |
|---------------------|--|---------------------------------|----------------------|------|-----------|------------|--|------------|----------------------------|-----------------|--|---------------------------------|----------------------|------|-----------|------------|--|------------|----------------------------|-----------------|---|---------------------------------|----------------------|------|-----------|------------|--|------------|----------------------------|-----------------|---|
| | Cancers : oncologie et oncologie hématologie | Cardiologie (cardio vasculaire) | Conduites Addictives | DEDN | Gériatrie | Locomoteur | Pédiatrie : jeunes enfants, enfants et adolescents | Polyvalent | Respiratoire / pneumologie | Système Nerveux | Cancers : oncologie et oncologie hématologie | Cardiologie (cardio vasculaire) | Conduites Addictives | DEDN | Gériatrie | Locomoteur | Pédiatrie : jeunes enfants, enfants et adolescents | Polyvalent | Respiratoire / pneumologie | Système Nerveux | Cancers : oncologie et oncologie hématologie | Cardiologie (cardio vasculaire) | Conduites Addictives | DEDN | Gériatrie | Locomoteur | Pédiatrie : jeunes enfants, enfants et adolescents | Polyvalent | Respiratoire / pneumologie | Système Nerveux | |
| LOIRE ATLANTIQUE | 6 | 5 | 2 | 3 | 17 | 7 | 2 | 19 | 2 | 5 | 6 | 5 | 2 | 3 | 18 | 7 | 2 | 19 | 2 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 7 | 4 | 3 | 3 | 18 | 2 | 1 | 22 | 2 | 3 | 8 | 4 | 3 | 3 | 19 | 3 | 1 | 23 | 3 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | |
| MAYENNE | 1 | 3 | 1 | 0 | 6 | 1 | 0 | 8 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 0 | 7 | 1 | 0 | 8 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| SARTHE | 2 | 2 | 3 | 2 | 9 | 3 | 1 | 10 | 1 | 3 | 2 | 2 | 3 | 2 | 11 | 3 | 1 | 10 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| VENDEE | 1 | 1 | 2 | 2 | 5 | 5 | 0 | 12 | 2 | 4 | 4 | 3 | 1 | 2 | 8 | 5 | 0 | 12 | 2 | 4 | 3 | 2 | -1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 5 - Soins de longue durée

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|---------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 14 | 15 | 1 |
| MAINE ET LOIRE | 6 | 7 | 1 |
| MAYENNE | 4 | 4 | 0 |
| SARTHE | 7 | 7 | 0 |
| VENDEE | 7 | 7 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 6 - Greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques

Greffes d'organes

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|---|---|---|---|--|---|
| | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants |
| LOIRE ATLANTIQUE | Cœur 1 Cœur poumons 1 Poumons 1 Rein 1 Rein pancréas 1 Pancréas 1 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 1 Cœur poumons 1 Poumons 1 Rein 1 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 1 Cœur poumons 1 Poumons 1 Rein 1 Rein pancréas 1 Pancréas 1 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 1 Cœur poumons 1 Poumons 1 Rein 1 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 00 | 0 Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 |
| MAINE ET LOIRE | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 1 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 1 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | 0 Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 | Cœur 0 Cœur poumons 0 Poumons 0 Rein 0 Rein pancréas 0 Pancréas 0 Intestins 0 Foie 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Greffes de cellules souches hématopoïétiques

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|---------|--|---------|---|---------|
| | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 7 - Traitement des grands brûlés

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|---------|--|---------|---|---------|
| | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 8 - Chirurgie cardiaque

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|---------|--|---------|---|---------|
| | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants | Adultes | Enfants |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 9 - Neurochirurgie

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | |
|---------------------|--|---------|--|-------------------------------|--|---------|--|-------------------------------|---|---------|--|-------------------------------|
| | Adultes | Enfants | Neurochirurgie fonctionnelle cérébrale | Radio chirurgie stéréotaxique | Adultes | Enfants | Neurochirurgie fonctionnelle cérébrale | Radio chirurgie stéréotaxique | Adultes | Enfants | Neurochirurgie fonctionnelle cérébrale | Radio chirurgie stéréotaxique |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 10 - Activité interventionnelle sous imagerie médicale en neuroradiologie

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|-----------|--|-----------|---|-----------|
| | Mention A | mention B | Mention A | mention B | Mention A | mention B |
| LOIRE ATLANTIQUE | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 11 - Médecine d'urgence

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | | | |
|---------------------|--|------|----------------------|------------------|----|------------------|----------------|--|------|----------------------|------------------|-------|------------------|----------------|---|------|----------------------|------------------|-----|------------------|----------------|---|
| | SAMU | SMUR | SMUR - Antennes SMUR | SMUR pédiatrique | SU | SU - Antennes MU | SU pédiatrique | SAMU | SMUR | SMUR - Antennes SMUR | SMUR pédiatrique | SU | SU - Antennes MU | SU pédiatrique | SAMU | SMUR | SMUR - Antennes SMUR | SMUR pédiatrique | SU | SU - Antennes MU | SU pédiatrique | |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 3 | 1 | 1 | 5 | 0 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 5 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 3 | 0 | 1 | 4 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 1 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 2 à 3 | 0 à 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0;1 | 0;2 | 1 | |
| SARTHE | 1 | 2 | 2 | 1 | 7 | 0 | 1 | 1 | 5 | 1 | 1 | 3 | 4 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | |
| VENDEE | 1 | 4 | 2 | 0 | 7 | 0 | 1 | 1 | 4 | 2 | 0 | 6 à 7 | 0 à 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0;1 | 0;1 | 0 | |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 12 - Traitement de l'insuffisance rénale par épuration extra-rénale

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | |
|---------------------|---|--|----------------------------------|-------------------------------|--|---|--|----------------------------------|-------------------------------|--|---|--|----------------------------------|-------------------------------|--|
| | 1. Hémodialyse en centre pédiatrique | 2. Hémodialyse en centre pour adultes | 3. Hémodialyse médicalisée | 4. Autodialyse assistée | 5. Hémodialyse à domicile ou dialyse péritonéale | 1. Hémodialyse en centre pédiatrique | 2. Hémodialyse en centre pour adultes | 3. Hémodialyse médicalisée | 4. Autodialyse assistée | 5. Hémodialyse à domicile ou dialyse péritonéale | 1. Hémodialyse en centre pédiatrique | 2. Hémodialyse en centre pour adultes | 3. Hémodialyse médicalisée | 4. Autodialyse assistée | 5. Hémodialyse à domicile ou dialyse péritonéale |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 5 | 5 | 7 | 1 | 1 | 5 | 8 | 8 | 1 | 0 | 0 | 3 | 1 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 5 | 7 | 4 | 1 | 0 | 5 | 7 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 2 | 4 | 3 | 2 | 0 | 2 | 4 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 3 | 6 | 3 | 1 | 0 | 3 | 6 | 6 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 |
| VENDEE | 0 | 2 | 5 | 6 | 1 | 0 | 2 | 7 | 9 | 1 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-A - Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation

1. Activité biologique de préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle (IA)

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 5 | 5 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 4 | 4 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 1 | 1 |
| SARTHE | 1 | 1 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 0 |

2. Activité de prélèvements de spermatozoïdes

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 2 | 2 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 1 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-A - Assistance médicale à la procréation (suite)

3. Activités cliniques et biologiques en lien avec la Fécondation In Vitro (FIV)

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | |
|---------------------|--|---|---|--|--|---|---|--|--|---|---|--|
| | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 2. Activité clinique : transfert des embryons en vue de leur implantation | 3. Activité relative à la FIV sans ou avec micromanipulation comprenant notamment le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes | 4. Activité biologique : conservation des embryons en vue d'un projet parental ou en application du 2° du II de l'article L. 2142-4 du CSP | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 2. Activité clinique : transfert des embryons en vue de leur implantation | 3. Activité relative à la FIV sans ou avec micromanipulation comprenant notamment le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes | 4. Activité biologique : conservation des embryons en vue d'un projet parental ou en application du 2° du II de l'article L. 2142-4 du CSP | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 2. Activité clinique : transfert des embryons en vue de leur implantation | 3. Activité relative à la FIV sans ou avec micromanipulation comprenant notamment le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes | 4. Activité biologique : conservation des embryons en vue d'un projet parental ou en application du 2° du II de l'article L. 2142-4 du CSP |
| LOIRE ATLANTIQUE | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-A - Assistance médicale à la procréation (suite)

4. Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux en vue de la préservation de la fertilité (art. L2141-11 CSP)

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 1 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-A - Assistance médicale à la procréation (suite)

5. Activités cliniques et biologiques d'AMP en lien avec la conservation des gamètes en vue d'une AMP ultérieure (art. L2141-12 CSP)

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|---|--|---|--|---|
| | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'art. L2141-12 | 2. Activité biologique : activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12, comprenant notamment : le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'art. L2141-12 | 2. Activité biologique : activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12, comprenant notamment : le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes | 1. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'art. L2141-12 | 2. Activité biologique : activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12, comprenant notamment : le recueil, la préparation et la conservation du sperme et la préparation et la conservation des ovocytes |
| LOIRE ATLANTIQUE | 3 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-A - Assistance médicale à la procréation (suite)

6. Activités cliniques et biologiques d'AMP en lien avec le don de gamètes

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | |
|---------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1. Activité biologique : recueil, préparation, conservation et mise à disposition de sperme en vue d'un don | 2. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | 3. Activité biologique : préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | 1. Activité biologique : recueil, préparation, conservation et mise à disposition de sperme en vue d'un don | 2. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | 3. Activité biologique : préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | 1. Activité biologique : recueil, préparation, conservation et mise à disposition de sperme en vue d'un don | 2. Activité clinique : prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | 3. Activité biologique : préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

7. Activités cliniques et biologiques d'AMP en lien avec l'accueil des embryons

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|--|--|--|--|--|--|
| | 1. Activité clinique : mise en œuvre de l'accueil des embryons | 2. Activité biologique : conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | 1. Activité clinique : mise en œuvre de l'accueil des embryons | 2. Activité biologique : conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | 1. Activité clinique : mise en œuvre de l'accueil des embryons | 2. Activité biologique : conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 13-B - Diagnostic prénatal

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | |
|---------------------|--|-------------------------------------|--|--|--|---|--|-------------------------------------|--|--|--|---|--|-------------------------------------|--|--|--|---|
| | 1. Examens de cytogénétique y compris les analyses cytogénétiques moléculaires | 2. Examens de génétique moléculaire | 3. Activités en lien avec les examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | 4. Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 5. Examens de biochimie fœtal à visée diagnostique | 6. Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses y compris les analyses de biologie moléculaire | 1. Examens de cytogénétique y compris les analyses cytogénétiques moléculaires | 2. Examens de génétique moléculaire | 3. Activités en lien avec les examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | 4. Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 5. Examens de biochimie fœtal à visée diagnostique | 6. Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses y compris les analyses de biologie moléculaire | 1. Examens de cytogénétique y compris les analyses cytogénétiques moléculaires | 2. Examens de génétique moléculaire | 3. Activités en lien avec les examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | 4. Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 5. Examens de biochimie fœtal à visée diagnostique | 6. Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses y compris les analyses de biologie moléculaire |
| LOIRE ATLANTIQUE | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 14 - Traitement du cancer

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | | |
|---------------------|--|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|--|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|---|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|
| | Mention A - 1. Digestif | Mention A - 2. Thorax | Mention A - 3. ORL | Mention A - 4. Urologie | Mention A - 5. Gynéco | Mention A - 6. Sein | Mention A - Hors seuil | Mention A - 1. Digestif | Mention A - 2. Thorax | Mention A - 3. ORL | Mention A - 4. Urologie | Mention A - 5. Gynéco | Mention A - 6. Sein | Mention A - Hors seuil | Mention A - 1. Digestif | Mention A - 2. Thorax | Mention A - 3. ORL | Mention A - 4. Urologie | Mention A - 5. Gynéco | Mention A - 6. Sein | Mention A - Hors seuil |
| LOIRE ATLANTIQUE | 1 | 4 | 1 | 0 | 5 | 8 | 11 | 1 | 4 | 1 | 1 | 5 | 8 | 11 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 2 | 1 | 1 | 3 | 5 | 7 | 0 | 2 | 1 | 1 | 3 | 6 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| MAYENNE | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 2 | 1 | 0 | 1 | 3 | 4 | 1 | 3 | 1 | 0 | 2 | 3 | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| VENDEE | 1 | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 1 | 1 | 2 | 3 | 3 | 4 | 5 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | | | | |
|---------------------|--|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|------------------------|--|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|------------------------|---|-----------------------|--------------------|-------------------------|-----------------------|---------------------|------------------------|------------------------|---|
| | Mention B - 1. Digestif | Mention B - 2. Thorax | Mention B - 3. ORL | Mention B - 4. Urologie | Mention B - 5. Gynéco | Mention B - 6. Sein | Mention B - Hors seuil | Mention B - Hors seuil | Mention B - 1. Digestif | Mention B - 2. Thorax | Mention B - 3. ORL | Mention B - 4. Urologie | Mention B - 5. Gynéco | Mention B - 6. Sein | Mention B - Hors seuil | Mention B - Hors seuil | Mention B - 1. Digestif | Mention B - 2. Thorax | Mention B - 3. ORL | Mention B - 4. Urologie | Mention B - 5. Gynéco | Mention B - 6. Sein | Mention B - Hors seuil | Mention B - Hors seuil | |
| LOIRE ATLANTIQUE | 7 | 1 | 5 | 7 | 3 | 0 | 0 | 1 | 7 | 1 | 5 | 7 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 7 | 1 | 3 | 3 | 2 | 0 | 0 | 1 | 7 | 1 | 3 | 3 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 3 | 0 | 2 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 2 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 4 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 14 - Traitement du cancer (suite)

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | | | | |
|---------------------|--|------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|---|------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| | 1. Radiothérapie | 2. Radiothérapie - mention C | 3. Curiethérapie | 4. Curiethérapie - mention C | TMSC / Chimiothérapie - mention A | TMSC / Chimiothérapie - mention B** | TMSC / Chimiothérapie - mention C | 1. Radiothérapie | 2. Radiothérapie - mention C | 3. Curiethérapie | 4. Curiethérapie - mention C | TMSC / Chimiothérapie - mention A | TMSC / Chimiothérapie - mention B** | TMSC / Chimiothérapie - mention C | 1. Radiothérapie | 2. Radiothérapie - mention C | 3. Curiethérapie | 4. Curiethérapie - mention C | TMSC / Chimiothérapie - mention A | TMSC / Chimiothérapie - mention B** | TMSC / Chimiothérapie - mention C |
| LOIRE ATLANTIQUE | 3 | 1 | 1 | 0 | 5 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 0 | 5 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 2 | 0 | 1 | 0 | 4 | 1 | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 4 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 15 - Examens des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | |
|---------------------|---|-----------------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------------|
| | Analyses de cytogénétique dont la cytogénétique moléculaire | Analyses de génétique moléculaire | Analyses de cytogénétique dont la cytogénétique moléculaire | Analyses de génétique moléculaire | Analyses de cytogénétique dont la cytogénétique moléculaire | Analyses de génétique moléculaire |
| LOIRE ATLANTIQUE | 2 | 3 | 2 | 3 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 3 | 1 | 3 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 16 - Hospitalisation à domicile

| Territoire de santé | Implantations géographiques autorisées | | | | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | | | | Demandes recevables (nouvelles implantations) | | | |
|---------------------|--|-----------------------|------------------------|-----------------|---|-----------------------|------------------------|-----------------|---|-----------------------|------------------------|-----------------|
| | 1. Activité socle | 2. Enfant moins 3 ans | 3. Ante et Post Partum | 4. Réadaptation | 1. Activité socle | 2. Enfant moins 3 ans | 3. Ante et Post Partum | 4. Réadaptation | 1. Activité socle | 2. Enfant moins 3 ans | 3. Ante et Post Partum | 4. Réadaptation |
| LOIRE ATLANTIQUE | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 1 à 2 | 1 | 1 à 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 3 | 2 | 1 | 2 | 3 | 1 à 2 | 1 | 1 à 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| SARTHE | 2 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 17 - Equipements d'imagerie en coupes

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 19 | 22 | 3 |
| MAINE ET LOIRE | 15 | 16 | 1 |
| MAYENNE | 8 | 8 | 0 |
| SARTHE | 12 | 13 | 1 |
| VENDEE | 12 | 12 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 18 - Caisson hyperbare

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 1 | 1 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Objectifs quantifiés de l'offre de soins fixés dans l'annexe du SRS

Annexe 19 - Cyclotron à usage médical

| | Implantations géographiques autorisées | Implantations géographiques prévues par le PRS3 révisé 2025 (implantations cibles) | Demandes recevables (nouvelles implantations) |
|----------------------------|--|--|---|
| Territoire de santé | - | - | - |
| LOIRE ATLANTIQUE | 0 | 0 | 0 |
| MAINE ET LOIRE | 0 | 0 | 0 |
| MAYENNE | 0 | 0 | 0 |
| SARTHE | 0 | 0 | 0 |
| VENDEE | 0 | 0 | 0 |

** les actes de la mention supérieure intègrent les actes de la mention inférieure ; les OQOS ne sont comptabilisés qu'une fois au titre de la mention supérieure

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-17-00008

Décision de rejet d'habilitation n°
ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/018/44 et 27-DR/2025
DRAJES du 17/10/2025 refusant la demande
d'habilitation Maison Sport Santé à l'association
« Bien plus en corps ! »

Décision de rejet d'une demande d'habilitation

Décision n° ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/018/44
Décision n° 27- DR / 2025 DRAJES

Demande d'habilitation « Maison Sport-Santé »

| | |
|-------------------------------------|--|
| Demandeur | Association "BIEN PLUS EN CORPS!" |
| Nom du représentant légal | Thomas MILLE |
| Adresse | 22 bis rue de la razée - 44 115 Basse-Goulaine |
| N° SIRET | 940 251 770 00019 |
| Nom de la maison sport santé | Maison Sport santé « Bien plus en corps! » |
| Nom du gestionnaire de la structure | Thomas MILLE |
| Lieu d'implantation de la structure | 22 bis rue de la razée - 44 115 Basse-Goulaine |

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

**La rectrice de Région Académique Pays de la Loire, Rectrice de l'académie de Nantes,
Chancelière des universités**

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1172-1, L.1173-1, R.1173-1 à R.1173-12, et D. 1172-1 à D. 1172-5 ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 15 février 2023 nommant Monsieur Jérôme JUMEL directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU la décision n° ARS-PDL/DG/2023-007 du 28 août 2023 portant désignation de Madame Karen BURBAN-EVAIN en qualité de Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU l'arrêté n° ARS-PDL/DG/2024-035 du 25 septembre 2024 portant délégation de signature à Madame Karen BURBAN-EVAIN, Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;
- VU le décret n° 2012-16 du 15 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;
- VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2022 portant nomination de Mme Katia BÉGUIN en qualité de rectrice de la Région académique Pays de la Loire, rectrice de l'académie de Nantes, chancelière des universités ;

- VU l'arrêté n° 2023/SGAR/Rectorat/127 du préfet de région Pays de la Loire portant délégation de signature à Mme Katia BÉGUIN, rectrice de la région académique Pays de la Loire, de l'académie de Nantes, chancelier des universités et autorisant subdélégation ;
- VU l'arrêté du 17 janvier 2023 portant nomination de M. Alexandre MAGNANT en tant que délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports des Pays de la Loire à compter du 1er février 2023 ;
- VU l'arrêté rectoral n° SG/2024/22 du 4 novembre 2024 portant modification de l'arrêté rectoral n°SG 2024/016 portant organisation de l'administration du rectorat de l'académie de Nantes et attribution de fonctions pour l'année scolaire 2024/2025 ;
- VU l'article 2 du décret n° 2023-170 du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé ;
- VU l'arrêté du 25 avril 2023 portant cahier des charges des maisons sport-santé et contenu du dossier de demande d'habilitation et de renouvellement d'habilitation ;

DÉCIDENT

Article 1

La demande présentée par l'association "BIEN PLUS EN CORPS!", sise 22 bis rue de la razée - 44 115 Basse-Goulaine, représentée par son représentant légal Monsieur Thomas MILLE, visant à obtenir une habilitation « Maison Sport-Santé » est rejetée.

Article 2

Cette décision se fonde sur les manquements aux points suivants du cahier des charges :

- Le réseau des intervenants sportifs (associations sportives ou autres structures sportives) et des enseignants en activité physique adaptée vers lesquels la maison sport santé sera en capacité d'orienter les bénéficiaires, notamment à l'issue du parcours réalisé au sein de celle – ci, n'est pas suffisamment opérant en l'état actuel. La seule constitution d'une liste ne peut pas suffire ;
- Les modalités de fonctionnement de la maison sport santé et les moyens humains dédiés à son développement qui doivent être différenciés de ceux du cabinet de kinésithérapie adossé au projet, ne sont pas suffisamment étayés dans le projet pour apporter des garanties suffisantes quant à une mise en œuvre effective de ces deux paramètres ;
- Le projet est implanté sur un territoire voisin de territoires comptant des maisons sport santé déjà en activité. Même si plusieurs maisons sport-santé peuvent intervenir sur un même territoire ou un territoire voisin, leur fonctionnement doit être coordonné et les besoins non satisfaits doivent avoir été objectivés. Le projet présenté ne fait pas état des besoins non satisfaits par les MSS voisines.

Article 3

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire ayant rendu la décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours hiérarchique concernant cette décision peut également être adressé aux ministres chargés des sports et de la santé, et un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans le même délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être déposé également dans le délai de deux mois à partir de la réponse ou de la décision implicite de rejet de l'administration au recours gracieux ou au recours hiérarchique.

Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et le délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire de la région académique Pays de la Loire sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La présente décision est notifiée au demandeur.

Fait à NANTES, le **17 OCT. 2025**

Pour le Directeur Général
de l'ARS Pays de la Loire,
et par délégation,
La directrice de la Santé Publique et
Environnementale



Karen BURBAN-EVAIN

Pour la Rectrice de région académique
Pays de la Loire,
et par-délégation,
Le Délégué régional académique à la Jeunesse, à
l'Engagement et aux Sports Pays de la Loire



Alexandre MAGNANT

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-17-00011

Décision d'habilitation n°

ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/015/72 et 28-DR/2025
DRAJES du 17/10/2025 accordant l'habilitation
Maison Sport Santé à la SARL « L'atelier 105, la
santé par le mouvement »

Décision d'habilitation

| Décision n° ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/015/72 Décision n° 28 - DR / 2025 DRAJES Demande d'habilitation « Maison Sport-Santé » | |
|--|--|
| Demandeur | SARL L'atelier 105, La santé par le mouvement |
| Nom du représentant légal | Mme Lou-Anne NAVEAU |
| Adresse | 105 rue Nationale – 72330 Cérans-Foulletourte |
| N° SIRET | 989 387 147 00014 |
| Nom du gestionnaire de la MSS | Mme Lou-Anne NAVEAU |
| Nom de la Maison Sport-Santé | L'atelier 105, La santé par le mouvement |
| Lieu d'implantation de la MSS | 105 rue nationale - 72330 Cérans-Foulletourte |
| Dates du début et de fin d'habilitation | du 20/10/2025 au 21/10/2030 |

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire
La rectrice de Région Académique Pays de la Loire, Rectrice de l'académie de Nantes,
Chancelière des universités

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1172-1, L.1173-1, R.1173-1 à R.1173-12, et D. 1172-1 à D. 1172-5 ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 15 février 2023 nommant Monsieur Jérôme JUMEL directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU la décision n° ARS-PDL/DG/2023-007 du 28 août 2023 portant désignation de Madame Karen BURBAN-EVAÏN en qualité de Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU l'arrêté n° ARS-PDL/DG/2023-032 du 26 octobre 2023 portant délégation de signature à Madame Karen BURBAN-EVAÏN, Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;
- VU le décret n° 2012-16 du 15 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;
- VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2022 portant nomination de Mme Katia BÉGUIN en qualité de rectrice de la Région académique Pays de la Loire, rectrice de l'académie de Nantes, chancelière des universités ;

- VU l'arrêté n° 2023/SGAR/Rectorat/127 du préfet de région Pays de la Loire portant délégation de signature à Mme Katia BÉGUIN, rectrice de la région académique Pays de la Loire, de l'académie de Nantes, chancelier des universités et autorisant subdélégation ;
- VU l'arrêté du 17 janvier 2023 portant nomination de M. Alexandre MAGNANT en tant que délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports des Pays de la Loire à compter du 1er février 2023 ;
- VU l'arrêté rectoral n° SG/2024/22 du 4 novembre 2024 portant modification de l'arrêté rectoral n°SG 2024/016 portant organisation de l'administration du rectorat de l'académie de Nantes et attribution de fonctions pour l'année scolaire 2024/2025
- VU l'article 2 du décret n° 2023-170 du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé ;
- VU l'arrêté du 25 avril 2023 portant cahier des charges des maisons sport-santé et contenu du dossier de demande d'habilitation et de renouvellement d'habilitation ;

DÉCIDENT

Article 1

La demande présentée par la SARL L'atelier 105, La santé par le mouvement, sise 105 rue Nationale, 72330 Cérans-Foulletourte, représentée par sa représentante légale, Mme Lou-Anne NAVEAU, visant à obtenir une habilitation « Maison Sport-Santé » est accordée.

Article 2

L'habilitation est donnée pour une période de **5 ans**.

L'habilitation prend effet à compter de la date de notification de la présente décision.

Article 3

Le titulaire de l'habilitation est tenu de déclarer au directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et au délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire tout projet de modification des éléments au vu desquels l'habilitation a été accordée.

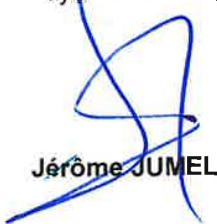
Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et le délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La décision est notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs et sur les sites internet de l'agence régionale de santé et des services déconcentrés du ministère chargé des sports.

Fait à NANTES, le **17 OCT. 2025**

Le directeur général
de l'agence régionale de santé
Pays de la Loire,



Jérôme JUMEL

Pour la Rectrice de région académique
Pays de la Loire,
et par délégation,
Le Délégué régional académique à la Jeunesse,
à l'Engagement et aux Sports Pays de la Loire



Alexandre MAGNANT

Agence régionale de Santé Pays de la Loire

R52-2025-10-17-00009

Décision d'habilitation n°

ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/016/44 et 25-DR/2025
DRAJES du 17/10/2025 accordant l'habilitation
Maison Sport Santé à la Communauté de
communes Châteaubriant-Derval

Décision d'habilitation

| | |
|---|---|
| Décision n° ARS-PDL/DSPE/PADS/2025/016/44 Décision n° 25- DR / 2025 DRAJES | |
| Demande d'habilitation « Maison Sport-Santé » | |
| Demandeur | Communauté de Communes Châteaubriant-Derval |
| Nom du représentant légal | Alain HUNAUT |
| Adresse | 5 Rue Gabriel Delatour 44110 Châteaubriant |
| N° SIRET | 200 072 726 00017 |
| Nom de la Maison Sport--Santé | Maison Sport santé Aquachoisel |
| Nom du gestionnaire de la structure | Jean-Noel BOISSONNEAU |
| Lieu d'implantation de la structure | Rue de la Galissonnière 44110 Châteaubriant |
| Dates du début et de fin d'habilitation | du 20/10/2025 au 21/10/2030 |

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire

**La rectrice de Région Académique Pays de la Loire, Rectrice de l'académie de Nantes,
Chancelière des universités**

- VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.1172-1, L.1173-1, R.1173-1 à R.1173-12, et D. 1172-1 à D. 1172-5 ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU le décret du 15 février 2023 nommant Monsieur Jérôme JUMEL directeur général de l'ARS des Pays de la Loire à compter du 27 février 2023 ;
- VU la décision n° ARS-PDL/DG/2023-007 du 28 août 2023 portant désignation de Madame Karen BURBAN-EVAÏN en qualité de Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU l'arrêté n° ARS-PDL/DG/2023-032 du 26 octobre 2023 portant délégation de signature à Madame Karen BURBAN-EVAÏN, Directrice de la Direction de la santé publique et environnementale ;
- VU le code de l'éducation ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;
- VU le décret n° 2012-16 du 15 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- VU le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;
- VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2022 portant nomination de Mme Katia BÉGUIN en qualité de rectrice de la Région académique Pays de la Loire, rectrice de l'académie de Nantes, chancelière des universités ;

- VU l'arrêté n° 2023/SGAR/Rectorat/127 du préfet de région Pays de la Loire portant délégation de signature à Mme Katia BÉGUIN, rectrice de la région académique Pays de la Loire, de l'académie de Nantes, chancelier des universités et autorisant subdélégation ;
- VU l'arrêté du 17 janvier 2023 portant nomination de M. Alexandre MAGNANT en tant que délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports des Pays de la Loire à compter du 1er février 2023 ;
- VU l'arrêté rectoral n° SG/2024/22 du 4 novembre 2024 portant modification de l'arrêté rectoral n°SG 2024/016 portant organisation de l'administration du rectorat de l'académie de Nantes et attribution de fonctions pour l'année scolaire 2024/2025
- VU l'article 2 du décret n° 2023-170 du 8 mars 2023 relatif à l'habilitation des maisons sport-santé ;
- VU l'arrêté du 25 avril 2023 portant cahier des charges des maisons sport-santé et contenu du dossier de demande d'habilitation et de renouvellement d'habilitation ;

DÉCIDENT

Article 1

La demande présentée par la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, sise 5 Rue Gabriel Delatour 44110 Châteaubriant, représentée par son représentant légal, Monsieur Alain HUNAULT, visant à obtenir une habilitation « Maison Sport-Santé » est accordée.

Article 2

L'habilitation est donnée pour une période de **5 ans**.

Article 3

Le titulaire de l'habilitation est tenu de déclarer au directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et au délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire tout projet de modification des éléments au vu desquels l'habilitation a été accordée.

Article 4

Le directeur général de l'agence régionale de santé Pays de la Loire et le délégué régional académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, par délégation de la Rectrice de la région académique Pays de la Loire et de l'académie de Nantes Pays de la Loire sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La décision est notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs et sur les sites internet de l'agence régionale de santé et des services déconcentrés du ministère chargé des sports.

Fait à NANTES, le **17 OCT. 2025**

Le directeur général
de l'agence régionale de santé
Pays de la Loire,


Jérôme JUMEL

Pour la Rectrice de région académique
Pays de la Loire,
et par délégation,
Le Délégué régional académique à la Jeunesse,
à l'Engagement et aux Sports Pays de la Loire


Alexandre MAGNANT

1 7 OCT 2005

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

R52-2025-10-21-00003

Arrêté 2025-DREETS-Pole T-DDETS 44-119 signé
le 21 octobre 2025 portant affectation des
agents de contrôle dans les UC et gestion des
intérimis DDETS 44



Décision n° 2025/DREETS/Pôle T/DDETS 44/119

**portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérimis
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS)
de Loire-Atlantique**

**Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)
de la région Pays de la Loire**

VU le Code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 et suivants,

VU le décret n° 2020-1545 du 09 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

VU l'arrêté ministériel du 27 novembre 2024 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

VU la décision de la DREETS n° 2023/DREETS/Pôle T/DDETS 44/45 du 04 décembre 2023 relative à la localisation et à la délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Pays de la Loire, DDETS de Loire-Atlantique,

VU l'arrêté du 05 février 2024 du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et de la ministre du travail, de la santé et des solidarités portant nomination de Monsieur Jérôme GIUDICELLI sur l'emploi de Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire, à compter du 18 mars 2024,

DÉCIDE

Article 1 :

Sont nommés comme responsables des unités de contrôle de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Loire-Atlantique les agents suivants :

- Unité de contrôle n° 1 : Madame CROGUENOC Myriam,
- Unité de contrôle n° 2 : Madame BOSSEBOEUF Elodie,
- Unité de contrôle n° 3 : Monsieur DAVID Fabrice,
- Unité de contrôle n° 4 : Monsieur REDUREAU Yvan.

Article 2 :

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 8122-10 (I) du code du travail et conformément aux dispositions de l'article R. 8122-11 du code du travail, sont affectés dans les sections d'inspection de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Loire-Atlantique les agents suivants :

Unité de contrôle n° 1 - 7 rue Charles Brunelière - 44600 SAINT-NAZAIRE

- Section UC1-1 : Monsieur LEBRUN Olivier, inspecteur du travail,
- Section UC1-2 : Madame PERON Sylvie, inspectrice du travail,
- Section UC1-3 : Madame STOCCHETTI Marion, inspectrice du travail,
- Section UC1-4 : Monsieur ORAIN David, inspecteur du travail,
- Section UC1-5 : intérim assuré par Mme PERON Sylvie jusqu'au 31 janvier 2026,
- Section UC1-6 : Madame TANGUY Axelle, inspectrice du travail,
- Section UC1-7 : Madame DIEULANGARD Emmanuelle, inspectrice du travail,
- Section UC1-8 : Monsieur DENIS Jean-Pierre, inspecteur du travail,
- Section UC1-9 : intérim assuré par Monsieur LEBRUN Olivier jusqu'au 30 novembre 2025 et par Monsieur ÖNCE Samuel à compter du 1^{er} décembre 2025.

Unité de contrôle n° 2 – 12 boulevard Vincent Gâche - 44203 NANTES

- Section UC2-1 : Madame AMIAUX Nathalie, inspectrice du travail,
- Section UC2-2 : Madame GARCIAS Régine, inspectrice du travail,
- Section UC2-3 : Monsieur BUCCO Damien, inspecteur du travail,
- Section UC2-4 : Madame CHEYPE Mathilde, inspectrice du travail,
- Section UC2-5 : Madame MARTIN-RICAUD Véronique, inspectrice du travail,
- Section UC2-6 : Monsieur NIO François, inspecteur du travail,
- Section UC2-7 : Madame BOUDIGOU Loéva, inspectrice du travail,
- Section UC2-8 : Madame ABRAHAMME Alexandra, inspectrice du travail,
- Section UC2-9 : Sauf compétence particulière mentionnée à l'article 3, intérim assuré par :
Madame JOUBERT Céline, inspectrice du travail de l'UC3-10 en octobre 2025,
Monsieur HUET Eric, inspecteur du travail de l'UC3-11 en novembre 2025,
- Section UC2-10 : Madame LETHROSNE Hélène, inspectrice du travail,
- Section UC2-11 : Madame LENA-VANDERKAM Alice, inspectrice du travail.

Unité de contrôle n° 3 - 12 boulevard Vincent Gâche - 44203 NANTES

- Section UC3-1 : Monsieur MALAVASI Anthony, inspecteur du travail,
- Section UC3-2 : Madame BENOIT Sara, inspectrice du travail,
- Section UC3-3 : Monsieur DANTEC Ghislain, inspecteur du travail,
- Section UC3-4 : Monsieur MOMMEE Jean-Baptiste, inspecteur du travail
- Section UC3-5 : Madame BARON Gwladys, inspectrice du travail,
- Section UC3-6 : Madame LANGELOT Lise, inspectrice du travail,
- Section UC3-7 : Madame JAMES Christelle, inspectrice du travail,
- Section UC3-8 : Madame COCOUAL Frédérique, inspectrice du travail,
- Section UC3-9 : Monsieur LANGLOIS Bruno, inspecteur du travail,
- Section UC3-10 : Madame JOUBERT Céline, inspectrice du travail,
- Section UC3-11 : Monsieur HUET Éric, inspecteur du travail.

Unité de contrôle n° 4 - 12 boulevard Vincent Gâche - 44203 NANTES

- Section UC4-1 : Madame JEDYNAK Elise, inspectrice du travail,
- Section UC4-2 : Monsieur BLOUDEAU Yann, inspecteur du travail,
- Section UC4-3 : Madame LEMERLE Camille, inspectrice du travail,

Section UC4-4 : Monsieur BERTHELOT Brice, inspecteur du travail,
Section UC4-5 : Monsieur CARLIER Alexandre, inspecteur du travail,
Section UC4-6 : Monsieur LIETAR Arnaud, inspecteur du travail,
Section UC4-7 : Monsieur MINO Andres, inspecteur du travail,
Section UC4-8 : Madame THIBAULT Danielle, inspectrice du travail
Section UC4-9 : Monsieur RAMIREZ Fabrice, inspecteur du travail,
Section UC4-10 : Monsieur PORTAIS Régis, inspecteur du travail,
Section UC4-11 : Madame CLERC Catherine, inspectrice du travail.

Article 3 :

Compétence pour certains établissements et chantiers

Unité de contrôle n° 1

| Numéro de section | Inspecteur du travail | Etablissements concernés |
|--------------------------------------|--|--|
| Section UC1-2 | M. DENIS Jean-Pierre, inspecteur du travail de l'UC1-8, jusqu'au 31 janvier 2026 | Les chantiers du bâtiment et des travaux publics |
| Section UC1-5 | Mme TANGUY Axelle, inspectrice du travail de l'UC1-6, jusqu'au 31 janvier 2026 | Les chantiers du bâtiment et des travaux publics |
| Missions de contrôle confiées au RUC | Mme Myriam CROGUENOC, responsable de l'UC1 | Activités de construction, d'exploitation et de maintenance des éoliennes maritimes pour tout le littoral du département |

Unité de contrôle n°2

| Numéro de section | Inspecteur du travail | Etablissements concernés |
|-------------------|---|---|
| Section UC2-6 | M. François NIO, inspecteur du travail de la section UC2-6 La responsable de l'UC2 | Outre les entreprises de la section territoriale, les entreprises ci-dessous désignées : - les entreprises et établissements relevant des codes NAF (révision 2, 2008, décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007) : 49.10 Z - Transport ferroviaire interurbain de voyageurs, et 52.21 Z – Services auxiliaires des transports terrestres, sur l'ensemble du département de la Loire-Atlantique (SNCF) - Comité d'entreprise SNCF, code NAF 9420Z, 31 boulevard de Stalingrad 44109 Nantes - Réseau Ferré de France, code NAF 5221Z, 1, rue Marcel Paul – Immeuble LE HENNER, 44100 NANTES Les demandes d'autorisation de licenciement des salariés protégés de toutes les entreprises dont l'instruction a commencé avant le 1 ^{er} septembre |

| | | |
|---------------|---|---|
| Section UC2-9 | La responsable de l'UC2 Mme Hélène LETHROSNE, inspectrice du travail de l'UC2-10 | Les demandes d'autorisation de licenciement des salariés protégés de toutes les entreprises Le chantier du CHU de Nantes |
|---------------|---|---|

Unité de contrôle n° 4

| Numéro de section | Inspecteur du travail | Etablissements concernés |
|-------------------|------------------------------------|---|
| Section UC4-4 | L'inspecteur du travail de l'UC4-3 | Pour l'établissement suivant : - Clinique Sainte-Marie sise 9, rue de Verdun – 44110 CHATEAUBRIANT relevant de l'inspectrice du travail de l'UC4-3 |

Secteur des carrières

Pour chaque unité de contrôle, le contrôle des entreprises du secteur des carrières de son ressort est assuré comme suit :

UC1 : l'inspectrice du travail de l'UC1-7,

UC2 : l'inspectrice du travail de l'UC2-5,

UC3 : l'inspectrice du travail de l'UC3-5,

UC4 : le responsable de l'UC4.

Article 4 :

Gestion des intérim

En cas d'absence ou d'empêchement des inspecteurs, leur remplacement sera assuré par l'un des agents désignés à l'article 1, selon l'organisation suivante :

- dans l'ordre de la numérotation des sections (l'agent de la section n° 1 est remplacé par l'agent de la section n° 2, etc.),
- ou dans un ordre différent précisé par une nouvelle décision.

A défaut d'inspecteur disponible, le remplacement est assuré par :

- le responsable de l'unité de contrôle concernée,
- un des responsables des autres unités de contrôle.

A défaut de responsables d'unité de contrôle, l'intérim est assuré par :

- M. Jacques LE MARC, directeur du travail et responsable du pôle travail.

Article 5 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du Code du travail, les agents mentionnés aux articles 1 et 2 participent, lorsque les actions le rendent nécessaire, aux actions d'inspection de la législation du travail sur l'ensemble du territoire de la DDETS à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés et sont compétents pour prendre les décisions qui en découlent.

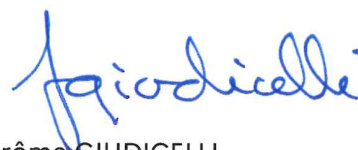
Article 6 :

La présente décision annule et remplace la décision n° 2025/DREETS/Pôle T/DDETS 44/108 du 21 août 2025 à compter du 27 octobre 2025.

Article 7 :

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région des Pays de la Loire et la Directrice départementale de l'emploi du travail et des solidarités de Loire-Atlantique sont chargés de l'application de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région et à celui de la préfecture du département de Loire-Atlantique.

Fait à Nantes, le 21 octobre 2025



Jérôme GIUDICELLI

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

R52-2025-10-29-00004

Arrêté n°441 du 29 octobre 2025 relatif à la
composition de la liste des médiateurs appelés à
être désignés dans les conflits collectifs du travail
survenant au plan régional, départemental ou
local

ARRÊTÉ N° 2025/DREETS/PÔLE TRAVAIL/ 441.

**relatif à la composition de la liste des médiateurs appelés à
être désignés dans les conflits collectifs du travail survenant
au plan régional, départemental ou local**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

VU le code du travail et notamment les articles L.2523-1 à L.2523-9, R.2523-1 à R.2523-16, relatifs à la procédure de médiation ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La liste des médiateurs de la région Pays de la Loire est composée comme suit :

Madame BESNARD Corinne
168 route de Saint Joseph
44300 NANTES

Présidente du MEDEF de Loire-Atlantique

Monsieur CHEVALLIER Pascal
7 place Division Patton
53120 GORRON

Retraité, conducteur routier
Représentant CFTC

Madame GEORGER- MENEREAU Sophie
67A des Fougères
85300 CHALLANS

Administratrice MEDEF Vendée

DREETS des Pays de la Loire – 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES cedex 1
Pôle Travail - Tél : 02 53 46 78 31
Mél : paysdl.polet@dreets.gouv.fr

Monsieur JANEAU Jean-Michel
1 impasse de l'Oseraie
44220 COUERON

Retraité, ingénieur qualité
Représentant UNSA

Monsieur PERFETTINI Gérard
12 rue du 3^{ème} Dragons
44000 NANTES

Retraité, cadre bancaire
Représentant CFTC

ARTICLE 2 :

Les médiateurs désignés à l'article 1er sont nommés pour trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Leur mandat expire en cas de perte de la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés.

ARTICLE 3 :

Cet arrêté abroge l'arrêté modificatif n° 2023/DREETS/ 570 du 3 octobre 2023.

ARTICLE 4 :

Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales et Monsieur le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le

29 OCT. 2025

Po/ Fabrice RIGOLET-ROZE



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Un recours gracieux peut également être exercé, durant le délai de recours contentieux, auprès de mes services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse.

En application de l'article R.421-2 du Code de justice administrative, « sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

R52-2025-10-29-00003

Arrêté n°442 du 29 octobre 2025 relatif à la
désignation des membres de la commission
régionale de conciliation en matière de conflits
du travail de la région Pays de la Loire



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités
des Pays de la Loire**

ARRÊTÉ N° 2025/DREETS/PÔLE TRAVAIL/ 442.

**Relatif à la désignation des membres de la commission régionale de conciliation
en matière de conflits du travail de la région Pays de la Loire**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

- VU** la loi n°82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs du travail ;
- VU** le code du travail et notamment les articles L.2522-1 à L.2522-7, R.2522-1 et R.2522-5 à R.2522-16, relatifs à la procédure de conciliation ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté n° 2018/DIRECCTE/646 du 22 octobre 2018 relatif à la désignation des membres de la commission régionale de conciliation en matière de conflits collectifs du travail de la région Pays de la Loire ;
- VU** les propositions de désignation présentées par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés, représentatives au plan national ;
- SUR** proposition du Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La commission régionale de conciliation de la région Pays de la Loire est composée des membres suivants :

DREETS des Pays de la Loire – 22 mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES cedex 1
Pôle Travail - Tél : 02 53 46 78 31
Mél : paysdl.polet@dreets.gouv.fr

PRÉSIDENCE

Le préfet de région ou son représentant.

REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS

- *Mouvement Des Entreprises De France (MEDEF) Pays de la Loire :*

Titulaires :

BRICAUD Vincent
PATOU Blaise

Suppléants :

BRANGER Jean-Christophe
LE GRATIET Lénéaïck

REPRÉSENTANTS DES SALARIES

- *CFDT Union régionale interprofessionnelle des Pays de la Loire :*

Titulaires :

DENIS Odile
MALO Eric

Suppléants :

THIEBLEMONT Karine
BALLANGER Nicolas

- *CGT- Comité régional des Pays de la Loire :*

Titulaires :

OUKAOUR Larbi
PARIS Catherine

- *CFE-CGC Union régionale des Pays de la Loire :*

Titulaire :

JONOVIC Dragan

ARTICLE 2 :

Les membres de la commission régionale de conciliation désignés à l'article 1er sont nommés pour trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Leur mandat expire en cas de perte de la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés.

ARTICLE 3 :

Cet arrêté abroge l'arrêté n° 2022/DIRECCTE/726 du 19 octobre 2022.

ARTICLE 4 :

Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales et Monsieur le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le

29 OCT. 2025

Po/ Fabrice RIGOULET-ROZE



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Un recours gracieux peut également être exercé, durant le délai de recours contentieux, auprès de mes services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse.

En application de l'article R.421-2 du Code de justice administrative, « sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Direction Régionale des Affaires Culturelles des
Pays de la Loire

R52-2025-10-23-00003

Arrête n° 434 du 23 octobre 2025 portant
nomination des membres de la commission
consultative chargée de donner un avis sur
l'attribution des aides déconcentrées au
spectacle vivant collège musique



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles

ARRÊTÉ SGAR n° 2025 - 434

Portant nomination des membres de la commission consultative chargée de donner un avis sur
l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant
collège musique

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2020-1831 du 30 décembre 2020 modifiant le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la culture et de la communication ;

VU le décret n° 2021-1608 du 8 décembre 2021 modifiant le décret n° 2015-641 du 8 juin 2015 relatif à l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant ;

VU le décret du 11 janvier 2023 nommant M. Fabrice Rigoulet-Roze préfet de la région Pays de la Loire, préfet de Loire-Atlantique à compter du 30 janvier 2023,

VU l'arrêté du 5 mars 2019 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat et des collaborateurs occasionnels du ministère de la Culture ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2021 relatif aux conditions d'attribution et aux modalités de présentation des demandes d'aides déconcentrées au spectacle vivant ;

VU l'arrêté SGAR n°2024/515 du 25 octobre 2024 modifiant la liste des membres de la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant, collège musique ;

.../...

creation-artistique.paysdelaloire@culture.gouv.fr

DRAC des Pays de la Loire, 1 rue Stanislas Baudry – BP 63518 - 44035 NANTES Cedex 1

VU la circulaire du 1er mars 2022 relative aux modalités d'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant ;

SUR proposition de la directrice régionale des affaires culturelles,

ARRÊTÉ

Article 1er

La liste des membres de la commission régionale consultative chargée de donner un avis sur l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant au titre de l'année budgétaire 2026, pour le collège musique, est établie comme suit :

Madame Lisa Bélangeon, coordinatrice générale de l'association Au Foin De La Rue, St Denis-de-Gastines (53) ;

Monsieur Jean-Michel Dupas, programmateur musique de Stéréolux, Nantes (44) ;

Monsieur François-Marie Foucault, directeur du conservatoire à rayonnement départemental de Laval (53)

Madame Cécilia Guénégo, cheffe de projet et programmatrice du festival Aux heures d'été à Nantes (44) ;

Madame Lisa Heute, interprète accordéoniste, Lyon (69) ;

Monsieur Maël Hougron, directeur du Nouveau Pavillon, Nantes (44) ;

Madame Carole Le Rendu, directrice générale de l'ITEMM, l'école des métiers de la musique au Mans (72) ;

Madame Lin-ni Liao, compositrice, musicologue, chercheuse associée à l'IReMus – CNRS UMR8223, directrice artistique Tout Pour la Musique Contemporaine (TPMC), Paris (75) ;

Monsieur Martin Moulin, compositeur musicien, directeur de l'ensemble Offrandes au Mans (72) ;

Madame Alice Orange, directrice du Festival de Vivoin (72) ;

Madame Julia Robert, altiste, chanteuse, compositrice, performeuse, Montreuil (93) ;

Monsieur Frédéric Roy, directeur du Pannonica, Nantes (44) ;

Monsieur Benjamin Tanguy, responsable du service culture & patrimoine, directeur de Scènes de Pays, scène conventionnée des Mauges, Beaupréau-en-Mauges (49) ;

Monsieur Camel Zekri, directeur du Centre National de Création Musicale Athénor, St Nazaire (44).

.../...

Article 2

La direction régionale des affaires culturelles de la région des Pays de la Loire assiste administrativement cette commission consultative et établit le compte-rendu des débats et un relevé de votes.

Article 3

Conformément à la circulaire du 1^{er} mars 2022, les frais de déplacement et de séjour générés par la participation aux travaux de la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution des aides déconcentrées au spectacle vivant seront pris en charge par la direction régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire.

Article 4

La secrétaire générale pour les affaires régionales des Pays de la Loire et la directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire sont chargées, chacune pour ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le

23 OCT. 2025


Le Préfet

Fabrice RIGOULET-ROZE

Direction Régionale des Affaires Culturelles des
Pays de la Loire

R52-2025-10-07-00013

Décision N° 01 /DRAC/portant autorisation
d'exercer la profession d'architecture en France
pour Madame Ornella GHANEM signée le
07/10/2025



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles

DECISION n° 2025/DRAC/Autorisation d'exercer/01
portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France
pour Madame Ornella GHANEM

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture, notamment le deuxième alinéa de son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 modifié relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 modifié relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par Madame Ornella GHANEM, de nationalité libanaise, titulaire d'un Master en architecture obtenu le 07 juillet 2020 à l'Université Saint-Esprit de Kaslik au Liban, d'un Master 2 en urbanisme et aménagement obtenu le 25 novembre 2021 à l'Université de Nantes et de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre (HMONP) délivrée le 05 septembre 2025 par l'Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) de Nantes, tendant à être autorisée à exercer la profession d'architecte ;

Vu l'avis du Conseil national de l'ordre des architectes en date du 2 juillet 2025,

DECIDE

Article 1^{er}

Il est enjoint au Conseil régional de l'Ordre des architectes des Pays de la Loire d'inscrire Madame **Ornella GHANEM** au tableau de l'ordre des architectes.

Article 2

Le Conseil régional de l'ordre des architectes des Pays de la Loire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le **07 OCT. 2025**

Le préfet

Fabrice RIGOULET-ROZE

Tél : 02 40 14 23 08
Mél : secretariat-de-direction.pays-de-la-loire@culture.gouv.fr
1 rue Stanislas Baudry – BP 63518 – 44035 NANTES Cedex 1

ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST

R52-2025-10-24-00002

Arrêté du 24/10/2025 portant organisation de la
préfecture de la zone de défense et de sécurité
Ouest

ARRÊTÉ

N° 25-

portant organisation de la préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le Code de la défense, en particulier ses articles R. 1211-4 et R. 1311-1 et suivants ;
Vu le Code de la sécurité intérieure, en particulier ses articles R.* 122-2 et suivants ;
Vu le Code de la santé publique, en particulier ses articles L. 1435-1, L. 1435-2 et L. 1435-7 et R. 1435-1 et suivants ;
Vu le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 modifié, relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur ;
Vu la politique générale de sécurité numérique du ministère de l'Intérieur NOR INTA2202748J
Vu l'arrêté préfectoral n°16-182 du 10 octobre 2016 portant organisation de la gestion des crises routières de niveau zonal ;
Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2023 portant approbation du plan de montée en puissance relatif au renforcement du centre opérationnel de la zone de défense et de sécurité Ouest ;
Vu l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2023 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du Ministère de l'Intérieur de la zone de défense et de sécurité Ouest ;
Vu le protocole relatif à la coordination zonale du placement en rétention de la zone Ouest du 30 septembre 2022 ;
Vu l'avis du comité social d'administration de la préfecture d'Ille-et-Vilaine en date du 17 octobre 2025 ;
Sur proposition de la préfète déléguée pour la défense et la sécurité,

ARRÊTE

TITRE I : Définition – Missions

Article 1er : La zone de défense et de sécurité est un échelon administratif territorial spécialisé dont les missions principales sont :

- l'élaboration des mesures non militaires de défense et la coopération avec les autorités militaires ;
- l'animation et la coordination des politiques de sécurité intérieure, de sécurité civile et de sécurité économique ;
- la veille opérationnelle zonale et la remontée de l'information vers le niveau national ;
- l'appui aux échelons départementaux dans le domaine de la sécurité nationale par la mise à disposition de moyens de sécurité civile ou de sécurité publique ;
- la préparation et la gestion des crises qui dépassent le cadre d'un département ;
- l'administration des moyens du ministère de l'Intérieur.

Article 2 : La zone de défense et de sécurité Ouest recouvre les vingt départements des quatre régions Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Pays de la Loire.

TITRE II : Le préfet de zone, le préfet délégué pour la défense et la sécurité

Article 3 : Le représentant de l'État dans la zone de défense et de sécurité prévu dans l'article L. 1311-1 du Code de la défense est le préfet de la zone de défense et de sécurité. Celui-ci dirige l'action des services des administrations civiles de l'État et des unités de la gendarmerie nationale. Ses pouvoirs sont définis par les articles R.* 122-4 à R.* 122-12 du Code de la sécurité intérieure.

Article 4 : Le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest est assisté d'un préfet délégué pour la défense et la sécurité pour toutes les missions concourant à la sécurité nationale.

Conformément à l'article R.* 122-14 du Code de la sécurité intérieure, le préfet délégué pour la défense et la sécurité assure la direction de l'état-major interministériel de zone (EMIZ) et du secrétariat général pour l'administration du ministère de

l'Intérieur (SGAMI) sous l'autorité du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest. L'organisation et les missions du SGAMI sont définies par arrêté.

Sous l'autorité du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, le préfet délégué pour la défense et la sécurité dirige l'action des délégués de zone de défense et de sécurité et coordonne l'action des correspondants de zone de défense et de sécurité désignés dans les conditions définies aux articles R.* 122-20 à R.* 122-26 du Code de la sécurité intérieure, afin qu'ils apportent leur concours à l'exercice des missions dévolues au préfet de la zone de défense et de sécurité.

TITRE III : Les services placés sous l'autorité directe du préfet délégué pour la défense et la sécurité

Article 5 : L'état-major interministériel de la zone de défense et de sécurité (EMIZ) est dirigé, par délégation du préfet délégué pour la défense et la sécurité, par un chef d'état-major, lequel dispose d'un adjoint. Pour l'exercice de ses missions en matière de sécurité civile, lorsque le chef d'état-major n'est pas officier supérieur de sapeurs-pompiers, un officier supérieur de ce corps est placé auprès du préfet de zone de défense et de sécurité.

L'EMIZ assiste le préfet de zone et le préfet délégué pour la préparation et la gestion des crises. Il remplit dans le domaine de la sécurité nationale et de la sécurité civile des fonctions de veille opérationnelle, de collecte et de traitement de l'information, de coordination de la planification interministérielle au niveau zonal, d'animation des réseaux zonaux, de gestion de crise et peut contribuer au dialogue civilo-militaire.

À ce titre, les principales missions de l'EMIZ sont les suivantes :

- en matière de sécurité civile, il recense et évalue les risques naturels et technologiques ; il tient à jour le dispositif ORSEC de zone et veille en particulier à sa cohérence avec les dispositifs ORSEC départementaux et maritimes ; il participe à la préparation des exercices zonaux et assure le suivi des exercices organisés par les préfetures de département ; il est un relais zonal des politiques de formation nationales ; il coordonne les actions de formation des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et assure le suivi de la formation des sapeurs-pompiers.
- en matière de sécurité intérieure, il contribue à la mise à jour du plan VIGIPRATE et de ses déclinaisons.
- en matière de sécurité économique, il met en œuvre le dispositif relatif aux secteurs d'activités d'importance vitale ; il veille à la continuité de l'activité économique en détectant les risques de pénurie et en participant au rétablissement d'urgence des réseaux de télécommunications ou d'approvisionnement en énergies, en hydrocarbures, en eau potable ou en produits de première nécessité.
- dans le domaine des réseaux de transport de personnes et de marchandises, il coordonne les mesures de gestion du trafic routier et de viabilité hivernale en liaison avec les partenaires publics et privés.
- en matière de sécurité maritime, il assure la fluidité des échanges avec les préfetures maritimes et les administrations compétentes dans le domaine maritime et suit l'ensemble des dossiers de sécurité civile relatifs à l'interface terre / mer.
- il anime les réseaux zonaux et appuie autant que de besoin les préfetures pour l'anticipation et la gestion des situations d'urgence.

Article 6 : Situé au sein de l'EMIZ, le centre opérationnel de zone (COZ) est dirigé par un chef COZ placé sous l'autorité du préfet délégué pour la défense et la sécurité qui en délègue l'exercice au chef d'état-major interministériel de zone. Il est chargé de :

- la veille opérationnelle permanente. À ce titre, il assure la bonne information du préfet de la zone de défense et de sécurité, du préfet délégué pour la défense et la sécurité, ainsi que des cadres d'astreinte de la préfecture de la zone de défense et de sécurité ; il assure également la remontée des informations vers le centre opérationnel de gestion interministériel de crise (COGIC), le centre de veille du cabinet du ministre de l'Intérieur (CDV) et la cellule interministérielle de crise (CIC).
- la veille du réseau RESCOM et de la messagerie ISIS et de l'alerte des cadres de la préfecture de la zone de défense et de sécurité ; il transmet les messages du bureau de la sécurité intérieure empruntant ces vecteurs de messagerie.
- il organise la projection des moyens de renforts de la sécurité civile.
- il tient à jour les bases de données nécessaires à son fonctionnement quotidien ainsi que celles nécessaires à son renforcement en cas de crise.

Article 7 : Un centre opérationnel zonal renforcé est activé sur décision du préfet de zone, du préfet délégué pour la défense et la sécurité ou de son représentant, qui en désignent le responsable opérationnel. Celui-ci, en lien avec le chef COZ, est responsable de son installation et de son fonctionnement. Les modalités d'organisation du COZ-R sont précisées par arrêté. Le repli du COZ est organisé par une note de service.

Article 8 : Le bureau de la sécurité intérieure (BSI) et le cabinet du préfet délégué pour la défense et la sécurité sont placés sous l'autorité directe d'un directeur de cabinet par délégation du préfet délégué pour la défense et la sécurité.

Article 9 : Le BSI est en charge des missions suivantes :

- il assure au niveau zonal une mission générale de suivi, de coordination et d'animation des réseaux dans le domaine de la sécurité intérieure, notamment en matière d'ordre public, de sécurité publique, de lutte contre l'immigration clandestine, de lutte contre la radicalisation violente à caractère terroriste et autres priorités ministérielles.
- il analyse et instruit les demandes de forces mobiles et moyens spécialisés émanant des préfetures de département, recherche et exploite les renseignements nécessaires à leur emploi, il recherche des ressources adaptées en matière d'ordre public, il prépare les arbitrages du préfet de zone pour la répartition de ces moyens.
- il élabore la planification de sécurité intérieure en lien avec les référents zonaux et contribue à la préparation de la sécurité des grands événements. Il assure la déclinaison zonale du plan VIGIPIRATE, ainsi que des plans et des exercices qui lui sont associés.
- il est chargé du dialogue civilo-militaire et de la préparation des mesures afférentes en lien, le cas échéant, avec l'EMIZ pour les problématiques de sécurité civile et de sécurité routière.
- il met en œuvre des prescriptions relatives à la protection du secret de la défense nationale et de la sécurité du site où sont implantés les services de la préfecture de zone, hormis pour ce qui concerne le SGAMI.

Article 10 : Située au sein du BSI, la cellule de coordination zonale de la rétention est placée sous l'autorité du chef du bureau de la sécurité intérieure par délégation du préfet délégué pour la défense et la sécurité. Elle est en charge des missions suivantes :

- elle facilite les placements en centre de rétention administrative sollicités par les préfetures, dans le respect des règles de priorisation fixées par les instructions ministérielles et la Direction Générale des Étrangers en France (DGEF) ;
- elle assure au niveau zonal une mission générale de suivi, de coordination et d'animation de réseau dans le domaine de la rétention et de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière.

Article 11 : Le cabinet est en charge des missions suivantes :

- organisation de l'agenda du préfet délégué ; représentation et protocole ; traitement des affaires réservées ;
- rédaction de documents d'analyse et de synthèse ;
- contribution à la communication zonale, notamment à la communication de crise, en lien avec le bureau de la communication interministérielle de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et les services de la préfecture de la zone de défense et de sécurité ;
- gestion du siège de la préfecture de la zone de défense et de sécurité, notamment le suivi administratif, budgétaire et matériel ;
- coordination des activités transverses en lien avec les référents thématiques désignés au sein des services de la préfecture de la zone de défense et de sécurité.

Article 12 : Le préfet de zone est chargé de la coordination des moyens liés à la sécurité numérique pour l'ensemble des services du ministère de l'Intérieur en lien avec les Autorités Qualifiées pour la sécurité des systèmes d'information (AQSSI), notamment les préfets de département, et ses services appuient le Haut-fonctionnaire de défense (HFD) à l'échelon territorial.

Dans ce cadre, les missions du préfet de zone sont :

- de préparer les mesures concourant à la sécurité nationale, notamment en matière de sécurité numérique et de gestion de crise cyber ;
- d'établir un état des lieux du niveau de résilience opérationnelle des services du ministère de la zone face à la cybermenace et d'en communiquer régulièrement les résultats au HFD ;
- de procéder, sur le périmètre de la zone et à la demande du HFD ou des AQSSI, à des audits de sécurité des services du ministère de l'Intérieur.

Le préfet de zone diligente des contrôles sur l'application zonale de la politique générale de sécurité numérique, en coordination avec les AQSSI. Il est assisté dans ses missions par le préfet délégué pour la défense et la sécurité et propose au Haut-fonctionnaire de défense un délégué zonal à la sécurité du numérique (DZSN), délégué du fonctionnaire de sécurité des systèmes d'information du ministère.

Sous l'autorité du préfet délégué pour la défense et la sécurité et au profit des services du ministère de l'Intérieur, le DZSN élabore annuellement, en liaison avec les conseillers à la sécurité numérique (CSN) concernés un état des lieux permettant de mesurer l'adéquation des moyens déployés en zone vis-à-vis des enjeux de sécurité numérique et de gestion de crise. Le DZSN transmet ce document au préfet délégué pour la défense et la sécurité.

Il soutient et conseille les CSN et RSSI dans la conduite des démarches d'homologation.

TITRE IV : Modalités d'organisation des astreintes et des permanences

Article 13 : La préfecture de la zone de défense et de sécurité dispose de cadres d'astreinte opérationnelle et de permanence selon des modalités définies par note de service.

Article 14 : L'ensemble des personnels de la préfecture de la zone de défense et de sécurité peut être amené à remplir des missions opérationnelles dans le cadre de la gestion de crise.

TITRE V : Dispositions finales

Article 15 : L'arrêté n°22-24 du 04 novembre 2022 portant organisation de la préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest est abrogé.

Article 16 : La préfète déléguée pour la défense et la sécurité est chargée de la mise en œuvre du présent arrêté, qui sera affiché à la préfecture d'Ille-et-Vilaine et publié dans les recueils des actes administratifs des préfectures des vingt départements de la zone de défense et de sécurité Ouest.

Le 24 OCT. 2025

Le préfet de la région Bretagne,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest,
Préfet d'Ille-et-Vilaine
Amaury de SAINT-QUENTIN

